David MANDEL (1947 -)

Professeur titulaire, département de sciences politique, UQÀM

(1993)

Comités d'usine et contrôle ouvrier à Petrograd en 1917.

Cahiers d'étude et de recherche /
Notebooks for study and research
no 21, 1993, 40 pp.

Un document produit en version numérique par Jean-Marie Tremblay, bénévole,
professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi

Courriel: jean-marie_tremblay@uqac.ca

Site web pédagogique : <http://www.uqac.ca/jmt-sociologue/>

Dans le cadre de la collection: "Les classiques des sciences sociales"

Site web: <http://classiques.uqac.ca/>

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi

Site web: <http://bibliotheque.uqac.ca/>

Politique d'utilisation de la bibliothèque des Classiques

Toute reproduction et rediffusion de nos fichiers est interdite, même avec la mention de leur provenance, sans l'autorisation formelle, écrite, du fondateur des Classiques des sciences sociales, Jean-Marie Tremblay, sociologue.

Les fichiers des Classiques des sciences sociales ne peuvent sans autorisation formelle:

- être hébergés (en fichier ou page web, en totalité ou en partie) sur un serveur autre que celui des Classiques.
- servir de base de travail à un autre fichier modifié ensuite par tout autre moyen (couleur, police, mise en page, extraits, support, etc...),

Les fichiers (.html, .doc, .pdf., .rtf, .jpg, .gif) disponibles sur le site Les Classiques des sciences sociales sont la propriété des **Classiques des sciences sociales**, un organisme à but non lucratif composé exclusivement de bénévoles.

Ils sont disponibles pour une utilisation intellectuelle et personnelle et, en aucun cas, commerciale. Toute utilisation à des fins commerciales des fichiers sur ce site est strictement interdite et toute rediffusion est également strictement interdite.

**L'accès à notre travail est libre et gratuit à tous les utilisateurs.
C'est notre mission.**

Jean-Marie Tremblay, sociologue
Fondateur et Président-directeur général,
LES CLASSIQUES DES SCIENCES SOCIALES.

Cette édition électronique a été réalisée par Jean-Marie Tremblay, bénévole, professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi à partir de :

David MANDEL

Comités d'usine et contrôle ouvrier à Petrograd en 1917.

CAHIERS D'ÉTUDE ET DE RECHERCHE / NOTEBOOKS FOR STUDY AND RESEARCH, no 21, 1993, 40 pp. Institut international de recherche et de formation [IIRF].

M Mandel, politologue, professeur titulaire au département de science politique de l'UQÀM, nous a accordé le 1^{er} novembre 2006 son autorisation de diffuser électroniquement le texte de cette conférence.

Courriel : mandel.mark-david@uqam.ca

Polices de caractères utilisée :

Pour le texte: Times New Roman, 14 points.

Pour les citations : Times New Roman, 12 points.

Pour les notes de bas de page : Times New Roman, 12 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2004 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format : LETTRE (US letter), 8.5'' x 11'')

Édition numérique réalisée le 26 décembre 2006 à Chicoutimi, Ville de Saguenay, province de Québec, Canada.

David Mandel (1993)

Comités d'usine et contrôle ouvrier à Petrograd en 1917.

CAHIERS D'ÉTUDE ET DE RECHERCHE / NOTEBOOKS FOR STUDY AND RESEARCH, no 21, 1993, 40 pp. Institut international de recherche et de formation [IIRF].

Les *Cahiers d'Étude et de Recherche (CER)* sont publiés dans le cadre des activités de l'Institut International de Recherche et de Formation (IIRF).

Ils comportent trois séries :

- La série "cours" : sont reproduits dans cette série des cours donnés dans le cadre de l'IIRF (et parfois d'autres institutions). On trouve dans les cahiers de cette série, outre la transcription du cours lui-même, un matériel de lecture complémentaire qui accompagne le texte principal.
- La série "études" : sont publiées dans cette série des études systématiques portant soit sur un pays et une expérience donnés, soit sur un thème particulier.
- La série "dossiers et débats" : sont présentés dans cette série un ensemble de documents, d'articles et d'interviews qui permettent de faire le point sur une question controversée.

À quelques exceptions près les mêmes textes paraissent en français, sous le titre *Cahiers d'Étude et de Recherche*, et en anglais, sous le titre *Notebooks for Study and Research (NSR)*. Certains cahiers sont traduits en d'autres langues, notamment en espagnol, en allemand et en portugais. Pour plus d'informations sur leur disponibilité, écrire à la rédaction.

Nous invitons les lecteurs à nous faire part de leurs remarques concernant la présentation et le contenu des CER, en nous écrivant à :

IIRF
Postbus 53290
1007 RG Amsterdam
Pays-Bas

Cahiers d'étude et de recherche, périodique publié quatre fois par an. ISSN 0298-7899. Directeur de la publication : Pierre Rousset.

Titres Publiés

- No 1. La Place du marxisme dans l'histoire, Ernest Mandel (40 p. 20FF)
- No 2. La révolution chinoise - Tome I : La Deuxième révolution chinoise et la formation du projet maoïste, Pierre Rousset (32 p. 20 FF)
- No 3. La révolution chinoise - Tome II : Le maoïsme à l'épreuve de la lutte de pouvoir, Pierre Rousset (48p. 25FF)
- No 4. Sur la révolution permanente, Michael Löwy (44 p. 20FF)
- No 5. Lutte de classe et innovation technologique au Japon depuis 1945, Muto Ichiyo (48p. 25 FF)
- No 6. Le populisme en Amérique latine, textes d'Adolfo Gilly, Helena Hirata, Carlos M. Vilas, PRT argentin présentés par Michael Löwy (40 p. 20FF)
- No 7/8. Plan, marché et démocratie : l'expérience des pays dits socialistes, Catherine Samary (64p. 40FF)
- No 9. Les années de formation de la IVème Internationale, Daniel Bensaïd (48p. 25FF)
- No 10. Marxisme et théologie de la libération, Michael Löwy (40p. 20FF)
- No 11/12. Les révolutions bourgeoises, Robert Lochhead (64p 40FF)

- No 13. La guerre civile espagnole en Catalogne et au Pays Basque (1936-39), Miguel Romero (48p. 25FF)
- No 14. Marxisme et parti. Lénine, Trotsky, Rosa Luxemburg, Norman Geras et Paul le Blanc (48p 25FF)
- No 15. Du PCI au PDS, la longue marche du Parti communiste italien, Livio Maïtan (48p 25FF)
- No 16. Les travailleurs ont-ils une patrie ? Internationalisme et question nationale, Jose Iriarte "Bikila" (48p 25FF)
- No 17/18. Octobre 1917 : Coup d'État, ou révolution sociale - La légitimité de la révolution russe, Ernest Mandel (68p 40FF)
- No 19/20. La fragmentation de la Yougoslavie - Une mise en perspective, Catherine Samary (60p 45FF)
- No 21. Comités d'usine et contrôle ouvrier à Petrograd en 1917, David Mandel (44p 30FF)

Table des matières

Comités d'usine et contrôle ouvrier à Petrograd en 1917
David Mandel

Préface

I. L'énigme des comités d'usine

L'écart entre la pratique et la conscience
"Maxzimalisme" bolchevik ?

II. Février : un "régime constitutionnel" dans les usines

La nouvelle Russie
L'épuration de l'administration
L'élection des comités d'usine
Les comités d'usine dans les entreprises d'État
Pourquoi la retraite ?
Un "enthousiasme au travail"
La peur du sabotage
Le contrôle ouvrier dans le secteur privé

III. D'avril à juin : la défense des usines

Les industriels contre la réglementation étatique
Une déclaration de guerre
Pour le contrôle ouvrier et un gouvernement des soviets
"Décharger" Petrograd
Le contrôle ouvrier : une mesure défensive
Langezipen : les roubles manquants
Teugol'nik : un cas d'empoisonnement
La rareté du contrôle complet
"La souillure de l'entrepreneur"
La lutte inexorable pour le pouvoir
Coopération... et frustration
"Personne ne sait comment cette révolution finira"
"Nous apprendrons par la pratique"

IV. [De juillet à octobre : "contrôle" sans pouvoir](#)

[La "main osseuse de la faim"](#)
[L'offensive des employeurs](#)
["Il ne reste que des murs nus"](#)
[La fuite devant les responsabilités](#)
[Vers une intervention active](#)
[Comités conservateurs, ouvriers militants](#)
[La montée des anarchistes](#)
[L'inévitable État](#)
[En faveur de l'insurrection](#)
["Le contrôle ouvrier n'est pas encore le socialisme"](#)
["Nous manquons de personnes qualifiées"](#)

V. [Après octobre : du contrôle à expropriation](#)

[Le barrage économique cède](#)
[Les "camarades de droite"](#)
["Confusion au centre"](#)
[Comités d'usine contre économie nationale](#)
[Dernière résistance de l'entreprise privée](#)
[Contrôle : un concept dépassé](#)
["Prenez ma place"](#)
[La transition vers les nationalisations](#)
["La seule solution"](#)
["Nous n'avons pas le choix"](#)

[Conclusion](#)

[La nature de la société pré-révolutionnaire](#)
["Si nous périssons..."](#)

[Glossaire](#)

[Suggestions de lecture](#)

[Chronologie du mouvement révolutionnaire russe](#)

Cartes

L'empire russe en 1914
Pétrograd et ses environs

David Mandel (1993)

Comités d'usine et contrôle ouvrier à Petrograd en 1917.

Quatrième de couverture

[Retour à la table des matières](#)

Une affiche bolchevik montre un menchevik
tenant la main de la mort, poussé par un prêtre,
un bourgeois et un général tsariste.

Dans *Comités d'usine et Contrôle ouvrier à Petrograd en 1917*, David Mandel raconte l'histoire de 1917 à partir de la base, fouillant dans les archives de la langue russe pour découvrir les propres mots des militants ouvriers. Il montre que les ouvriers de Petrograd ne rêvaient pas au début d'expériences socialistes dans la Russie arriérée ; que les propriétaires d'usines s'opposaient vigoureusement aux revendications de la journée de travail de 8 heures et d'un "régime constitutionnel" sur les lieux de travail, et qu'ils préféraient fermer leurs usines que de céder à ces revendications. Il montre aussi comment les comités d'usine, dans un effort désespéré de sauver le travail des ouvriers, étaient poussés à prendre en main la direction et à demander au gouvernement bolchevik de nationaliser les usines. Il examine et rejette les conceptions courantes sur les soi-disant élans utopiques et anarchiques de la révolution d'Octobre.

David Mandel est professeur en sciences politiques à l'Université du Québec à Montréal. Il est actif dans le travail de solidarité avec le mouvement ouvrier russe. Il publie régulièrement dans *International Viewpoint* et autres publications. Signalons entre autres [*The Petrograd Workers and the Fall of the Old Regime*](#) and *Perestroika and the Soviet People*.

David Mandel (1993)

Comités d'usine et contrôle ouvrier à Petrograd en 1917.

PRÉFACE

[Retour à la table des matières](#)

La révolution d'octobre a été constamment caractérisée par la droite comme une expérience cruelle imposée aux peuples de Russie contre leur volonté par une bande de fanatiques, principalement des intellectuels, inspirés par les théories de Karl Marx. L'un des buts de cette étude est de mettre fin à cette falsification, aujourd'hui plus largement acceptée que jamais, ce qui reflète le rapport de forces actuel dans le monde. Aucun autre aspect de l'histoire de 1917 n'est plus complètement en contradiction avec ce mythe que l'expérience des comités d'usine de Petrograd.

Ni la création de comités d'usine, ni la lutte pour le contrôle ouvrier menée par ces comités ne figurait dans les programmes d'aucun des partis socialistes, Bolcheviks inclus. Ils trouvèrent leur origine et leur développement "d'en bas". Ils représentaient une réponse pragmatique des ouvriers aux menaces de crise économique et de fermetures d'usines, face à l'inactivité et au sabotage actif de la part des propriétaires d'usines et du gouvernement de coalition des libéraux et des socialistes modérés.

Aucun autre aspect de la révolution ne montre aussi puissamment le rôle joué par la créativité et l'initiative des ouvriers de la base. En même temps, le mouvement pour le contrôle ouvrier révèle le rôle du

parti bolchevik, comme partie organique de la classe ouvrière, organisée démocratiquement, qui donnait une forme organisationnelle et des buts pratiques aux initiatives prises par la base, et qui les reliait à la lutte générale pour la conquête du pouvoir politique par la classe ouvrière.

Dans cette lutte pour arracher le pouvoir politique à la bourgeoisie, les ouvriers étaient dramatiquement conscients de leur faiblesse, de leur impréparation à la tâche de diriger les usines et l'économie, et de l'arriération générale de la Russie comme base pour construire le socialisme. S'ils ont cependant continué, ce n'est pas, comme le prétendent les historiens de droite, en raison d'impulsions utopiques irrationnelles, même si la majorité des ouvriers étaient socialistes et considéraient le socialisme comme but ultime. C'était plutôt parce qu'ils comprenaient que la seule alternative était d'accepter la défaite de la révolution démocratique. En même temps, la crainte des ouvriers devant ce saut dans l'inconnu était tempérée par l'espoir, largement répandu dans la classe ouvrière, que de l'aide leur viendrait de révolutions dans des pays capitalistes plus avancés.

Le deuxième objectif de cette étude est de rendre l'expérience du mouvement ouvrier russe plus accessible aux socialistes. L'expérience russe n'a pas perdu sa signification malgré les changements profonds qui nous séparent de la montée révolutionnaire qui suivit la guerre 1914-1918. Elle nous rappelle que la ligne de défense ultime du capital contre le mouvement ouvrier reste fondamentalement son contrôle sur les moyens de production et de distribution.

Contrairement à la bourgeoisie, qui avait déjà atteint la domination économique à l'intérieur de la société féodale avant la révolution bourgeoise, les ouvriers sont incapables, à cause de la nature du capitalisme, de prendre le contrôle des principaux moyens de production et de distribution avant de s'emparer du pouvoir politique. Toute révolte ouvrière importante, sans parler du mouvement révolutionnaire, se heurte inévitablement à l'opposition du capital à continuer la production, à la fois à cause de la diminution de la rentabilité et parce que le sabotage économique est une arme indispensable contre le mouvement ouvrier.

Le mouvement pour le contrôle ouvrier était une réponse concrète des ouvriers russes à ce problème fondamental. Une analyse soigneuse de cette réponse basée sur l'expérience de Petrograd, la capitale et le plus grand centre industriel de Russie, explique pourquoi les ouvriers, qui saluèrent le renversement du régime tsariste de février 1917 comme une révolution démocratique-bourgeoise, mais qui ne modifierait pas fondamentalement les rapports de propriété capitalistes, décidèrent au cours des mois suivants qu'il était nécessaire, d'abord de limiter sévèrement le pouvoir économique du capital et ensuite, de prendre ce pouvoir eux-mêmes.

Cette étude est basée presque entièrement sur des sources russes contemporaines publiées. À l'époque de mes recherches, je n'avais qu'un accès limité aux archives, mais elles ont néanmoins joué un rôle important en confirmant la validité du matériel publié. Ceci comprend des comptes-rendus et des documents d'assemblées ouvrières, de réunions de comités d'usine et des conférences de comités d'usine de Petrograd et de Russie de 1917 ; des comptes-rendus et des documents de réunions de soviets, de gouvernements, de syndicats et de partis-, des extraits de la presse de l'époque (presse de la gauche socialiste et des socialistes modérés, ainsi que de la presse bourgeoise) ; et des mémoires écrits principalement dans les premières années après la révolution. Les quelques sources secondaires utilisées datent principalement des années 20, période où des rapports honnêtes sur le mouvement ouvrier étaient encore possibles, et des années 60 et du début des années 70, période de liberté accrue pour les historiens soviétiques étudiant la période révolutionnaire.

Étant donné que pratiquement toutes les sources utilisées pour ce Cahier ne sont accessibles qu'aux chercheurs connaissant le russe, les notes de référence ont été rassemblées à la fin du texte, où elles ne gênent pas la lecture. Seules les notes pouvant être utiles à tous les lecteurs ont été mises en bas de page. Les lecteurs peu familiarisés avec les dates et les noms de l'histoire révolutionnaire russe sont invités à consulter la Chronologie qui précède le chapitre II et le glossaire à la fin du Cahier. Ceux qui veulent apprendre davantage sur "l'histoire à partir de la base" de la Révolution russe ou sur des expériences

de contrôle ouvrier sous le capitalisme sont invités à consulter les "Suggestions de lecture".

J'ai utilisé tout le matériel disponible. Je ne l'ai pas sélectionné en vue de défendre un point de vue particulier. Mon but était d'éclairer la nature du mouvement pour le contrôle ouvrier et son rôle dans la radicalisation des ouvriers en 1917. Mais il est impossible d'écrire à propos d'événements historiques importants sans avoir un point de vue. Ma profonde sympathie pour les ouvriers de Petrograd et leurs luttes est évidente dans les pages qui suivent. Cependant, l'impossibilité d'être neutre dans l'étude de l'histoire n'empêche pas d'en avoir une compréhension objective.

Traduit de l'anglais
par Pierre Laliberté et Marcel Huybrechts

David Mandel (1993)

Comités d'usine et contrôle ouvrier à Petrograd en 1917.

I

L'énigme des comités d'usine

[Retour à la table des matières](#)

L'une des caractéristiques les plus frappantes du processus révolutionnaire chez les travailleurs de Petrograd en 1917 est le caractère vague de leurs idées au sujet du contenu "social" ¹ de la révolution et ce, même lors de leur radicalisation politique. À la fin août, alors que la majorité des travailleurs de la capitale s'étaient déjà ralliés à la demande de transfert des pouvoirs aux soviets et alors que le général Kornilov ² marchait sur Petrograd à la tête de ce qui était universellement perçu comme une contre-révolution inspirée et soutenue par la

¹ Le terme est utilisé ici dans le sens de l'époque comme voulant dire "économique" ou "affectant les relations de propriété".

² Kornilov, Lavr G. - Jeune général devenu commandant-en-chef, dirigeant du coup d'État de droite avorté des 27-31 août 1917. Ce coup d'État fut soutenu par de nombreux Cadets, et au moins au début il fut bien accueilli par le premier ministre Kerenski. Son échec dû aux soldats et ouvriers armés, y compris des bolcheviks libérés de prison, aida à créer les conditions qui permirent aux bolcheviks d'obtenir la majorité dans les soviets et de renverser le gouvernement de coalition. Après sa fuite de prison, Kornilov mourut en 1918 combattant aux côtés des Blancs au cours de la guerre civile.

bourgeoisie ³, une assemblée d'ouvriers de l'ancienne Usine de Constructions Mécaniques Baranovski persistait à appeler le peuple aux armes en des termes à consonance purement démocratique :

"Confiants en notre avenir, nous levons bien haut la bannière de la liberté. Vive la grande révolution russe. Camarades travailleurs et soldats, portons-nous au secours de cette liberté qui nous est si chère contre les exécuteurs qui veulent la livrer au massacre". ⁴

Il n'y a ici aucune mention du socialisme ni même d'objectifs sociaux plus limités. Et il s'agissait pourtant là d'une des usines les plus radicales de Russie, située dans le quartier rouge de Vyborg. Même en octobre, au beau milieu de l'insurrection, l'assemblée générale de l'usine de caoutchouc Treugol'nik déclarait simplement : *"Au premier appel du soviet des députés ouvriers, soldats et paysans, nous sortirons pour défendre la liberté et la paix durable entre les peuples."* ⁵

Ce manque de clarté sur le plan social n'était pas seulement caractéristique de la base ouvrière. Au cours des débats sur le contrôle ouvrier au premier congrès pan-russe des comités d'usine à Petrograd, une semaine avant l'insurrection, Lin'kov, un délégué menchevik de Tver, se plaignait que : *"Pour pouvoir trancher de façon concrète la question du contrôle ouvrier de la production par les travailleurs, nous devons une fois pour toutes déterminer, ne serait-ce que pour nous-mêmes, si la révolution russe est une révolution sociale ou non. Nous soumettons toujours cette question fondamentale aux bolcheviks, mais ils ne nous donnent jamais de réponse sérieuse"*. Pour les mencheviks, par contre, certaines choses étaient claires : *"Nous disons de notre révolution qu'elle n'est pas sociale, mais politique avec, pour ainsi dire, un ferment social : avec elle, des questions d'une énorme importance sociale sont posées"*. ⁶ De même, pour Zhouk, un délégué anarchiste de la poudrerie de Schlussemburg, l'affaire était tout aussi

³ Voir, e.g. *Revol'youtsiyonnoe dvizhenie v Rossii v avguste 1917 g.*, M. 1959, pp. 485-486 (dorénavant Dok. Aug).

⁴ M. Mikhailov, "Rabochie zavoda P.V. Baranovskogo v bor'be za Oktyabr'", *Krasnaya letopis*, no 50-51, 1922, pp. 205-206.

⁵ *Izvestiya Tslk i Petrogradskogo Soveto R. i S.D.*, 27 octobre 1917.

⁶ *Oktyabr'skaya revolyoutsiva i fabzavkomy*, (dorénavant : FZK), M., 1927, tome II, p. 182.

clair : "Nous sommes en train de vivre une révolution sociale". ⁷ Mais Skrypnik ⁸, un membre bolchevik du Soviet central des comités d'usine ⁹, restait pour sa part plus ambigu : "Le contrôle ouvrier n'est pas le socialisme. Il ne constitue qu'une des mesures transitoires qui nous rapprochent du socialisme". ¹⁰

"De façon concrète, que feraient les bolcheviks de l'État ? Quel programme mettraient-ils en application ?" écrivait Soukhanov ¹¹ dans la période qui allait précéder la révolution d'octobre. "Je souligne que les bolcheviks n'avaient aucune idée ou plan précis... seules les "bases" d'un tel programme existaient". ¹² Un congrès extraordinaire du parti bolchevik était prévu à cet effet les 17 et 18 octobre pour reprendre des discussions interrompues au congrès d'avril et pour adopter un programme. Dans un rapport du 24 septembre au comité bolchevik de Petrograd sur le congrès projeté, Sverdlov ¹³ fit remarquer : "La question économique n'est pas suffisamment éclaircie... ce qui donne lieu à de nombreuses complications". Le problème était, expli-

⁷ *Ibid.*

⁸ Skrypnik, Nikolai - Bolchevik et dirigeant du mouvement des comités d'usines. Plus tard dirigeant du parti communiste ukrainien, il se suicida en 1933 n'ayant pu empêcher la purge du parti ukrainien par Staline.

⁹ Soviet central des comités d'usine - Organe de direction permanent des comités d'usine de Pétrograd, élu à la première conférence des comités d'usine en mai-juin 1917. Contrairement au comité central exécutif des soviets dominés par les modérés, le soviet central des comités d'usine fut dès le début sous forte influence bolchevik, comme on le voit dans la victoire de la résolution bolchevik qui obtint 335 votes sur 421 à la conférence des comités d'usine qui l'avait élu. Après les journées de juillet, Lénine crut même pendant un certain temps que les comités d'usine plutôt que les soviets formeraient la base d'une insurrection ouvrière.

¹⁰ *Ibid.*, p. 184.

¹¹ Soukhanov, Nicolas N. - Journaliste menchevik-internationaliste. D'abord dirigeant du comité central exécutif des soviets et membre du département économique du soviet de Petrograd, il écrivit plus tard des mémoires de la révolution en sept volumes.

¹² N. Soukhanov, *Zapiski o revolyoutsii*, M. – Berlin-Petrograd, 1923, tome III, pp. 57-59.

¹³ Sverdlov, Yakov - Président du comité central bolchevik et principal organisateur du parti. Après la révolution d'octobre il devint président du comité central exécutif des soviets. Il mourut durant la guerre civile.

qua-t-il, que tout le monde à Petrograd était déjà surchargé par le travail quotidien. ¹⁴ Ce congrès n'eut d'ailleurs jamais lieu. Dans le journal bolchevik *Rabotchii put'* du 6 octobre, Larine ¹⁵ se plaignait qu'à la place d'un programme économique, les bolcheviks n'avaient qu'un espace vide.

L'écart entre la pratique et la conscience

[Retour à la table des matières](#)

Toutefois, en pratique, les travailleurs de nombreuses usines remettaient en cause depuis longtemps les prérogatives patronales par des initiatives indépendantes de leurs comités d'usine. Les bolcheviks jouèrent d'ailleurs un rôle prédominant dans ces comités et ce, dès le départ. Au début du printemps, le parti appuya totalement la demande de contrôle ouvrier, revendication lancée par la base ouvrière dans les semaines qui suivirent la révolution de février. Peu de temps après la révolution d'octobre, les comités d'usine, fortement soutenus par la base, insistaient déjà sur la nécessité de la plus grande liberté d'action face aux patrons. À la fin de janvier 1918, le sixième congrès des comités d'usine de Petrograd appela le gouvernement à se préparer à prendre le contrôle total des usines. En juin, le décret sur les nationalisations avait été promulgué, et la révolution était sur le point de passer au "*communisme de guerre*", qui, quelque en aient été les objectifs pratiques immédiats, finit par être perçu comme un passage direct au socialisme. Aussi, les mois qui suivirent la révolution d'octobre virent non seulement la conscience politique rattraper la pratique, mais la "dépasser", en ce sens que le régime du "*communisme de guerre*", centralisé, coercitif, évoluant dans un contexte de disette extrême, fut perçu comme approchant l'idéal de la société communiste.

¹⁴ *Pervyi legal'nyi Peterburgskii komitet RSDRP(b) v 1917 g.*, M.L., 1927, pp. 282-283.

¹⁵ Larine, Yu.- Menchevik de gauche qui adhéra au parti bolchevik durant l'été 1917. Il militait dans le mouvement syndical. Fin 1917 et début 1918 il fut l'un des "camarades bolcheviks de droite" qui reculèrent devant une confrontation économique directe avec la bourgeoisie, mais après il devint l'un des fervents défenseurs du "communisme de guerre".

Le fossé entre la conscience et la pratique qui exista pendant l'année 1917 contredit implicitement l'hypothèse que le mouvement ouvrier y ait été entraîné à cause de ses penchants millénaristes et utopiques ou encore pour des motifs anarchistes.¹⁶ Cette opinion n'a été remise en question que récemment en Occident grâce à l'intérêt porté à "l'histoire du peuple". Son origine se trouve dans les explications mencheviks de l'abandon par la révolution de son cadre libéral-démocratique initial, et aussi du succès des bolcheviks auprès du mouvement ouvrier. D'après les mencheviks, le maximalisme des travailleurs aurait tout simplement reflété la dilution de la conscience de classe résultant de l'afflux en masse de paysans dans les usines pendant la guerre, ainsi que l'influence générale d'une société à prédominance petite-bourgeoise sur la classe ouvrière. "Par contraste avec ce qui avait caractérisé le dix-neuvième siècle", écrivait Tsereteli¹⁷ :

"Ce n'étaient plus les éléments les plus avancés, les plus expérimentés et organisés du prolétariat qui appelèrent les masses à l'insurrection. Ce fut tout simplement le contraire : ces éléments usèrent de toute leur influence pour retenir les travailleurs dans le cadre de l'action démocratique. Les forces sur lesquelles Lénine et son état-major s'appuyèrent, étaient les moins conscientes, les moins expérimentées, celles qui n'avaient jamais connu l'école de la lutte politique".¹⁸

De façon similaire, expliquant l'incapacité des travailleurs à adopter "*la position prolétarienne cohérente*" des mencheviks – internationalistes¹⁹, Soukhanov écrit :

¹⁶ Voir, e.g., P. Avrich, "Workers Control in Russian Industry", *Slavic Review*, 1963, tome XXII, p. 63 ; *The Russian Anarchists*, London : Thames And Hudson, 1973, pp. 142, 149 ; J. Keep, *The Russian Revolution*, New York : W.W. Norton, 1976, p. 69 ; S.P. Melgunov, *The Bolshevik Seizure of Power*, Santa Barbara : ABC-CAO, 1972, pp. 22-23.

¹⁷ Tsereteli, I. - Menchevik géorgien qui devint le personnage principal du gouvernement de coalition. Ex-député de la Duma (parlement) tsariste et orateur remarquable, il fut ministre des PTT, puis de l'intérieur, et dirigeant du comité central exécutif des soviets jusqu'en novembre 1917.

¹⁸ 1. Tsereteli, *Vospominaniya o Fevral'skoi revolyutsii*, tome II, Paris, 1963, p. 411.

¹⁹ Mencheviks-internationalistes - Aile gauche du parti menchevik social-démocrate. Ils rejetèrent aussi bien les positions des mencheviks-

"Notre position marxiste-prolétarienne ne trouva pas de place dans la tempête qui faisait rage (stikhiia). Notre groupe "intermédiaire" fut aisément écrasé par les énormes vagues déferlantes de la guerre civile imminente... (Derrière le bolchevisme de 1917) on retrouvait des forces anarchistes petite-bourgeoises déchaînées qui ne furent éliminées que lorsque le bolchevisme cessa d'avoir les masses derrière lui". ²⁰

"Maximalisme" bolchevik ?

[Retour à la table des matières](#)

Ce que cette interprétation n'explique pas, c'est l'absence générale en 1917 de mentions écrites ou verbales par les travailleurs ou par leurs dirigeants bolcheviks témoignant d'un tel extrémisme social. Soukhanov lui-même, l'un des chroniqueurs les plus lucides de la révolution, est loin d'être conséquent à ce sujet. En dépit de son insistance à décrire "*les forces anarchistes déchaînées*" comme la force sociale appuyant le bolchevisme, il observe que :

"De façon directe, les bolcheviks ne parlaient pas du socialisme comme étant le but et la tâche des soviets à cette époque (la période d'octobre), ... et les masses soutinrent les bolcheviks sans penser au socialisme... En général, les dirigeants principaux avaient déjà fermement décidé d'aller de l'avant dans l'expérience socialiste... Mais, devant les masses, ils ne mirent pas les points sur les i's". ²¹

Toutefois, en face du maximalisme supposé des masses, ne peut-on pas s'étonner d'une telle réticence à parler du socialisme chez les dirigeants de la révolution ? D'une façon encore plus contradictoire, Soukhanov note que le "*socialisme est d'abord et avant tout un pro-*

défensistes que celles des bolcheviks sur le pouvoir des soviets. Ils prônèrent un gouvernement de coalition des partis socialistes, mais refusèrent de se rallier à la coalition formée par les bolcheviks et les socialistes-révolutionnaires de gauche après novembre 1917. Leurs positions étant donc ambiguës, ils ne réussirent pas à obtenir un soutien ouvrier significatif. Leur dirigeant le plus connu fut Yuri Martov.

²⁰ Soukhanov, op. cit., tome VI, pp. 192-193.

²¹ Ibid., tome VII, pp. 24-26.

blème économique, mais ici ni Lénine ni Trotsky n'ont développé de programme économique." Et ce qu'ils avaient "n'était pas réellement différent du programme économique du 16 mai de l'ancien comité exécutif (du soviet de Petrograd)... Pour Konovalov ²², ce dernier équivalait au socialisme. Mais en essence, il était très loin du socialisme". Certes, la question du contrôle constituait "le point central de toutes les assemblées ouvrières". Mais ce "socialisme" n'était encore que très timide et modeste. S'il allait dans une direction différente, il n'allait pas tellement plus loin que le socialisme de Groman ²³, un menchevik de droite, avec sa "réglementation" et son "organisation de l'économie et du travail". ²⁴ En tout cas, il n'y avait pas là de quoi enthousiasmer des travailleurs censés des "espoirs apocalyptiques" et des "visions de paradis des travailleurs", et encore moins une "tempête déchaînée".

Comment les travailleurs et les travailleuses perçurent-ils la nature sociale de la révolution ? Et comment cette conception se développa-t-elle au cours de la révolution ? Cet essai cherche à explorer davantage ces questions en s'attachant surtout à la réglementation économique et à son expression pratique en 1917 : le contrôle ouvrier. De toutes les questions publiques qui préoccupèrent les travailleurs au cours de la révolution, la menace de crise économique, qui se fit sentir dès le printemps 1917, et la nécessité d'une réglementation de l'économie comme seul moyen de l'endiguer furent certainement les plus "sociales". Non seulement elles jouèrent un rôle fondamental dans le soutien qu'allaient donner les travailleurs à l'insurrection d'octobre, mais elles constituèrent la base à partir de laquelle la révolution russe allait dépasser son cadre libéral-démocratique initial pour se lancer dans les

²² Konovalov, A.I. - Cadet, industriel et banquier, ministre du commerce et de l'industrie dans le gouvernement provisoire. (Il avait financièrement soutenu les bolcheviks avant la guerre). Il démissionna du gouvernement de coalition fin mai 1917 pour protester contre "l'anarchie" économique, et fut remplacé par l'ingénieur Pal'tchinski. A nouveau ministre du commerce et de l'industrie et vice premier ministre en septembre 1917, il se rendit au soviet en novembre au nom du gouvernement provisoire.

²³ Groman, V. - Économiste menchevik, chef du département économique du soviet de Pétrograd, qui prônait la "réglementation étatique" de l'industrie.

²⁴ *Ibid.*

fameuses "*expériences socialistes*" tellement craintes par les socialistes modérés.

Le manque de place nous empêche de traiter en détail de ce sujet qui, pour être bien compris, devrait être saisi dans une perspective historique, comme partie intégrante de la totalité des relations socio-politiques de la Russie de la révolution.²⁵ Ce que je propose ici est une interprétation portant sur les étapes majeures du développement et de la dynamique de la conception qu'avaient les ouvriers du caractère social de la révolution.

²⁵ Cela fait l'objet d'une étude plus complète sur la question des travailleurs de Petrograd en 1917-1918 que j'ai récemment publiée *The Petrograd Workers and the Fall of the Old Regime ; The Petrograd Workers and the Soviet Seizure of Power*, Londres, Macmillan, 1983-84.

David Mandel (1993)

Comités d'usine et contrôle ouvrier à Petrograd en 1917.

II

Février : un "régime constitutionnel" dans les usines

[Retour à la table des matières](#)

Parallèlement aux objectifs politiques généraux de la révolution de février - une république démocratique, une politique de paix non-annexionniste, une réforme agraire ²⁶ - les travailleurs avaient une série de revendications spécifiquement économiques qui s'inscrivaient dans le cadre de leur conception de la démocratie : la journée de huit heures, un salaire "*à la mesure d'un citoyen libre*" et un "*régime constitutionnel*" dans les usines.

Depuis 1905, la journée de huit heures constituait une des principales revendications du mouvement ouvrier, une des "*trois baleines*" sociales-démocrates." ²⁷ Tous considéraient cette demande comme essentiellement politique. "*Nous avons reçu la journée de huit heures et d'autres libertés*", déclarait un délégué ouvrier à la conférence des

²⁶ Même si cette dernière constituait clairement une mesure économique, elle était dirigée contre une propriété essentiellement féodale dans son origine et, de ce fait, était partie prenante de la révolution démocratique.

²⁷ "Trois baleines" - Piliers du programme bolchevik avant 1917 : république démocratique, journée de travail de 8 heures et réforme agraire.

usines de l'autorité militaire le 24 mars.²⁸ Voilà pourquoi l'appel du soviet de Petrograd pour un retour au travail le 7 mars sans la promulgation législative de cette réforme provoqua tant d'opposition parmi les travailleurs. *"Quand je leur appris la décision", expliquait un délégué du soviet, "dans mon cœur, je sentais que nous ne pouvions pas faire ça : les travailleurs ne peuvent gagner leur liberté et ne pas l'utiliser pour alléger le fardeau de leur travail, pour combattre le capital".*²⁹

La vaste majorité des travailleurs ignorèrent en conséquence l'appel du soviet. Dans une fabrique de textile, un mécanicien menchevik se prononçait en faveur de la journée de dix heures et demie en solidarité avec les alliés et exhortait les autres à se demander ce que les camarades anglais penseraient. À ce discours une ouvrière répondit : *"Nous avons déjà tant sacrifié. Devons-nous réellement attendre des instructions de l'étranger ?"* L'assemblée décida finalement de ne mettre un terme à la grève que lorsqu'elle obtiendrait la journée de huit heures.³⁰ Seules 28 usines sur les 111 sur lesquelles la Société des propriétaires d'usines et de fabriques de Petrograd possédait des renseignements, retournèrent au travail le 7 mars, et la plupart d'entre elles avaient déjà introduit la journée de huit heures *"sans permission préalable"* (*yavotchnym poryadbom*).³¹

La nouvelle Russie

[Retour à la table des matières](#)

La grève générale, qui allait aboutir à la révolution de février, était donc simultanément une grève politique contre l'autocratie et une grève économique contre le capital. Après l'abdication du tsar, dans plusieurs usines, les ouvriers retournèrent au travail juste le temps de

²⁸ *Leningradskii gosoudarstvennyi arkhiv Okiyabr'skoi revolyoutsii i sotsialisticheskogo stroitel'stva* (LGAORSS), fond 4591, opis' 1, dela 1, 1.26.

²⁹ *Pravda*, no 11, 1917.

³⁰ V. Perazitch, *Tekstili Leningrada v 1917 g.*, L., 1927, p. 31.

³¹ *Revol'youtsiyonnoe divizhenie v Rossii posle sverzheniya samoderzhaviya*, M. 1957, pp. 569-577 (dorénavant : Dok, Feb.).

formuler leurs revendications à l'administration et de voter la poursuite de la grève jusqu'à ce qu'elles soient satisfaites.³² Les revendications sociales étaient considérées également comme faisant partie de la révolution démocratique. *"Les conditions d'exploitation prédatrice qui existaient dans le système féodal russe ne peuvent exister dans la nouvelle Russie"*, déclarait le soviet du district de Narva le 6 mars.³³ La fixation du salaire minimum fut une revendication répétée à la session du 20 mars du soviet de Petrograd sur la situation économique des travailleurs. Le délégué du chantier naval Putilov³⁴ conclut ainsi la discussion :

"Il est maintenant du devoir du soviet des députés ouvriers et soldats de se mettre à notre place et de revoir tous les tarifs, de les réviser pour nous redonner une existence supportable, et de ne pas s'étonner que nous présentions de telles demandes. Aussi, nous voulons qu'une commission soit formée ici pour enquêter sur la situation et pour entrer en négociation avec l'administration qui, avec les entrepreneurs, sous le drapeau du patriotisme, continue à nous dépouiller de tout, car ils croient tous que l'ouvrier a été créé à leur usage, pour en boire le sang, le vider de tous ses jus, puis le jeter par-dessus bord comme un objet inutile. Maintenant, camarades, c'est fini : les ouvriers sont sortis du sommeil de leur labeur, ils demandent un juste salaire et mettent en avant des revendications justes, et les patrons crient : "Au secours, ils nous volent." Camarades, vous ne partagez probablement pas leur effroi. Vous comprenez la situation de tous les ouvriers et vous leur direz probablement : Non. Vous avez opprimé les travailleurs, vous les avez escroqués, et dorénavant, vous devrez les payer seulement à la vraie valeur de leur travail".³⁵

Si cette formulation demeure confortablement dans le cadre de l'économie capitaliste, il n'en est pas de même pour la demande d'un

³² A.E. Souknovalov et I.N. Fomenkov, *Fabrika "Krasnoe znamtya"*, L., 1968, p. 63 ; A. Smimov, *Poslednie dni Utemanov - 1917 g. na fabrike "Skorokhod"*, M.-L., 1925, pp. 24-26.

³³ Cité dans V.I. Selitskii, "Nekotorye voprosy bor'by petrogradskikh rabochikh za kontrol' nad proizvodstvom", dans *Istoriya rabochikh Leningrada*, vyp V., p. 17.

³⁴ Putilov, Chantier naval de - Section d'une énorme usine à Petrograd avec plus de 30.000 ouvriers. Bastion socialiste-révolutionnaire au début, il fut le centre des activités bolcheviks à partir du printemps de 1917, spécialement au cours des journées de juillet et pendant la résistance contre Kornilov.

³⁵ LGAORSS, f. 1000, op. 73, d. 16, Lii.

"*régime constitutionnel*" dans les usines. Cette revendication n'était pas, elle non plus, nouvelle. Elle constituait essentiellement une réponse au despotisme arbitraire qui caractérisait la direction de l'usine pré-révolutionnaire ainsi que les fonctions policières que celle-ci exerçait pour l'État tsariste. Les ouvriers avaient ressenti ce régime à l'usine comme une forme particulièrement pénible d'exploitation économique et d'oppression politique, mais également comme un affront intolérable à leur dignité d'être humain.

L'épuration de l'administration

[Retour à la table des matières](#)

Quand ils retournèrent au travail, l'une des premières actions des ouvriers fut d'épurer les rangs de l'administration des usines. Au début, ceci prit la forme traditionnelle de sortir les accusés dans une brouette, mais finalement la procédure devint moins violente et plus ordonnée. Les justifications données par les travailleurs à leurs actions étaient de trois ordres :

1) L'individu en question avait été l'instrument de l'autocratie. En effet, la relation entre la direction de l'usine et l'appareil répressif tsariste ne peut être décrite que par le terme de symbiose : la première dénonçait régulièrement les "*fauteurs de troubles*" et n'hésitait pas à décréter des lock-out à l'occasion de grèves politiques ; le second, pour sa part, plaçait toujours généreusement la police et l'armée à la disposition de la direction pour venir à bout des grèves économiques. ³⁶

Les ouvriers de la grosse chaudronnerie du chantier naval de la Baltique expliquaient le renvoi de leur gérant d'usine en ces termes :

"Nous constatons qu'il a rempli avec plus d'empressement les fonctions d'un administrateur de la police que celles d'un contre-maître et d'un gérant d'usine, en voulant transformer cette usine en une maison du silence

³⁶ M.G. Fleer, *Revolyouisiyonnoe dvizhenie v gody voiny*, M. 1925, pp. 298-304.

ou un service disciplinaire, où, le cœur fendu, on pouvait entendre ses réponses : "Je vais t'envoyer au front. Je vais utiliser l'autorité militaire." De ce qui est dit, on peut voir son entière dévotion à l'ancien régime réactionnaire". ³⁷

2) L'individu avait agi de manière despotique et arbitraire, exploitant démesurément les ouvriers, bafouant leur dignité. Le contremaître Volkov, déclaraient les ouvriers de l'atelier de peinture de l'usine de la Baltique,

"est le principal coupable de l'oppression et de l'humiliation dont nous avons souffert au cours des dernières années... La voix des camarades dont il s'est moqué, nous appelle à la revanche. Depuis le premier jour de sa domination où il a revêtu les gants de la violence, il a montré son âme vile. En 1915, beaucoup de nos camarades souffrirent dans leur intégrité et, à cause de lui, furent renvoyés de la façon la plus éhontée... Ils (Volkov et son supérieur) avaient oublié 1905. En 1909, il commença son programme honteux de réduction des salaires au niveau insupportable de huit-neuf kopecks, sans tenir compte des conditions de travail... Nous avons tous vécu cet enfer-là tous les jours jusqu'aux derniers moments de sa domination arbitraire". ³⁸

Il est intéressant de noter en passant que le ministre de l'industrie et du commerce du tsar avait qualifié de politique la demande des travailleurs de se faire adresser la parole poliment (entre autres, par l'usage de la deuxième personne du pluriel). ³⁹

3) L'individu n'était pas qualifié pour son poste. Si les deux premiers motifs n'étaient pas nouveaux, ce dernier indique toutefois un changement important, quoique non consolidé, dans la conscience résultant de la révolution de février. Généralement, cette raison n'était jamais avancée seule, mais était plutôt utilisée pour appuyer une des deux précédentes. À la première centrale électrique, les travailleurs décidèrent de renvoyer le conseil d'administration comme *"laquais de l'ancien régime, à cause du tort qu'il causait au point de vue écono-*

³⁷ Gosudarstvennyi istoricheskii arkhiv leningradskoi oblasti (GIALO), 416/5/24/19.

³⁸ Ibid., I. 64.

³⁹ L.M. Kleinbort, *Ocherki rabochei intelligentsii*, Petrograd, 1923, p. 77.

mique et de son inutilité au niveau technique". ⁴⁰ On disait du chef de département Lyachtchenko à l'usine de la Baltique qu'il était "*peu qualifié pour les fonctions techniques de son poste*" et passait à peine deux ou trois heures par jour dans son atelier. Il était également accusé "*d'exploitation abusive*", ayant toujours répondu aux requêtes par des menaces d'emprisonnement ou d'envoi au front. On lui reprocha d'avoir "*mis sur pied un système d'espions et de s'assurer que, parmi ses aides, il ne pourrait y avoir rien qu'une organisation monarchiste*". ⁴¹

L'élection des comités d'usine

[Retour à la table des matières](#)

L'autre aspect de la réforme fut l'élection des comités d'usine dont la fonction primordiale était de représenter les ouvriers dans leurs rapports avec l'administration et des organes extérieurs. Le droit de posséder de tels représentants avait été officiellement octroyé dès 1903, même si ce fut sous une forme extrêmement limitée, mais étant donné la résistance des propriétaires soutenus par l'État, les ouvriers n'avaient pu, à quelques exceptions près, exercer ce droit, sinon par la force et pour de brèves périodes en 1905-1906 et 1912-1914. ⁴²

L'autre aspiration de longue date que les comités d'usine allaient réaliser, fut l'établissement de "*l'autogouvernement des usines*" (*zavodskoe samoupravlenie*) ⁴³, ou comme on le disait plus communément en mars 1917, le droit "*de gérer l'ordre interne de l'usine*" (*vedat' vnoutrennyy poryadkom zavoda*). ⁴⁴ Le comité provisoire de l'usine de radio-télégraphe fit une liste des domaines dans lesquels il avait l'intention d'établir des normes et règlements :

⁴⁰ *Rabotchii kontrol' i natsionalizatsiya promyshlennykh predpriyatii Petrograda v 1917-19 gg.*, tome 1, L., 1949 (dorénavant Rab. Kon.), p. 42.

⁴¹ GIALO, 416/5/24/155.

⁴² M. Balabanov, *Rabochee dvizhenie v Rossii v gody pod'ema 1912-1914*, L., 1927, p. 38 ; Kleinbort, *op. cit.*, pp. 123, 249.

⁴³ Kleinbort, *op. cit.*, p. 125.

⁴⁴ Dok. Feb., p. 491.

- 1) *la longueur de la journée de travail*
- 2) *le salaire minimum*
- 3) *le mode de paiement de travail*
- 4) *l'organisation immédiate de l'assurance-maladie*
- 5) *l'assurance-travail*
- 6) *l'établissement d'un fonds d'aide mutuelle*
- 7) *la politique d'embauche et de renvoi*
- 8) *la résolution de conflits divers*
- 9) *la discipline de travail*
- 10) *le repos*
- 11) *la garde de l'usine*
- 12) *la nourriture*
- 13) *les droits, devoirs, élections et l'existence d'un comité d'usine permanent* ⁴⁵

Les comités d'usine étaient donc conçus pour mettre fin aux pouvoirs arbitraires dont les directions s'étaient prévaluées pour exploiter et opprimer les ouvriers : le licenciement arbitraire des "*fauteurs de trouble*", l'embauche d'éléments "*étrangers*" cherchant à éviter la conscription, le favoritisme, l'affectation aux travaux mieux payés comme seule prérogative de l'administration, l'utilisation libre et oppressive des amendes, etc. Ainsi, l'abolition de ces abus passait par l'établissement d'un "*régime constitutionnel*" dans les usines. ⁴⁶

Ces activités des comités d'usine n'étaient toutefois pas conçues pour remettre en question le droit de la direction capitaliste à gérer les aspects économiques et techniques de la production, et elles ne le firent pas non plus en pratique. La demande la plus radicale du contrôle ouvrier, quoique loin d'être socialiste, ne fut pas mise en avant dans les entreprises privées à cette époque.

⁴⁵ *Ibid.*, pp. 491-492.

⁴⁶ E. Maevskii, *Kanun revolyoutsii*, Petrograd, 1918, p. 34.

Les comités dans les entreprises d'État

[Retour à la table des matières](#)

Cela ne fut pas le cas dans les entreprises d'État, où, dans bien des cas, après la révolution de février, les travailleurs soit prirent en charge toutes les responsabilités de la gestion soit participèrent à la gestion avec ce qui restait des administrations précédentes, dans la plupart des cas, des officiers de l'armée et littéralement des serviteurs de l'ancien régime. *"En recevant l'ordre du soviet des députés ouvriers et soldats de reprendre le travail le 7 mars"*, rapporte le comité de l'usine Patronnyi,

"les travailleurs se réunirent le matin du 6 mars en assemblée générale et, devant l'absence des responsables de l'usine qui ne pouvaient qu'être au courant de l'appel du soviet des députés ouvriers et soldats pour la reprise du travail à l'usine, puisqu'il était publié dans tous les journaux, l'assemblée générale décida de reprendre le travail indépendamment le 8 mars". ⁴⁷

Mais ce n'était là qu'une partie de l'histoire, puisque le 7 mars les ouvriers décidèrent de ne pas accepter le retour de la majorité des fonctionnaires. ⁴⁸

"Au départ les tâches du comité d'usine n'étaient pas claires, et il fut forcé de procéder par tâtonnements. Il se chargea non seulement des fonctions de contrôle, mais aussi des devoirs de l'administration. Des événements similaires se sont produits, bien entendu, dans d'autres usines". ⁴⁹

Immédiatement après la révolution de février, il y eut un sentiment très répandu dans les entreprises d'État qu'à la suite de la révolution démocratique, les usines appartenaient désormais au peuple. Il parut alors pour le moins naturel que les ouvriers de ces usines puissent au

⁴⁷ Dok. Feb., pp. 575-577.

⁴⁸ *Ibid.*

⁴⁹ *Rab. Kon.*, p. 179.

moins participer à la gestion. Des attitudes semblables apparurent dans les réseaux des chemins de fer, des postes et de télégraphe. Cependant, à la fin de mars, les travailleurs des entreprises d'État s'étaient déjà retirés de la gestion refusant toute responsabilité dans la production et n'insistant que sur le droit de "*contrôle*" de la direction. Par conséquent, les "*instructions sur l'activité des comités d'usine*" adoptées par le congrès des entreprises d'État de Petrograd le 15 avril donnaient aux comités d'usine un large droit de contrôle, incluant l'accès complet aux informations et aux documents, ainsi que celui de destituer les administrateurs "*ne pouvant garantir des relations normales avec les travailleurs*". ⁵⁰ Mais le document concluait :

"ne désirant pas prendre sur nous-mêmes la responsabilité de l'organisation technique et administrative de la production dans les circonstances présentes jusqu'à ce qu'il y ait une pleine socialisation de l'économie, les représentants du comité général de l'usine n'entrent dans l'administration qu'avec voix consultatives". ⁵¹

Pourquoi la retraite ?

[Retour à la table des matières](#)

Que s'est-il passé dans l'intervalle ? Le président du comité de l'usine de l'amirauté explique à l'assemblée générale

"les difficultés inhérentes à la conduite des affaires du comité d'usine, particulièrement étant donné la complexité et du caractère indéfini de celles-ci, et la nouveauté de ces tâches. Dans le contexte plutôt confus qui existait au moment de sa création et face à la difficulté d'adapter cette institution à la gestion et au contrôle, le comité était placé dans une situation contradictoire, car en donnant des ordres à l'organe de gestion correspondant, il se limite à un contrôle général, mais en même temps limite les initiatives du directeur de l'usine et, de ce fait, nuit à l'efficacité et au bon or-

⁵⁰ K. Bazilevich, *Professional'noe dvizhenie rabotnikov svyazi*, M., 1927, p. 40 ; A. Tanyaev, *Otcherki po istorii zheleznodorozhnikov v revolyoutsii 1917 -go goda*, M.-L., 1925, p. 53.

⁵¹ *Revol'youtsionnoe dvizhenie v Rossii v aprele 1917 g.* (dorénavant : Dok. Apt.), M., 1958, pp. 383-385.

dre de l'exécution des affaires. La pratique et le bon sens nous ont dicté la nécessité du transfert des fonctions administratives au directeur de l'usine et par conséquent de l'unification de tout le personnel dans une seule organisation unitaire. Le comité retient son droit de contrôle sur tous ses actes, ce qui peut aller jusqu'à la destitution, par la chambre de conciliation, du directeur ou des autres membres du personnel administratif ; il garde aussi l'initiative quant à la réorganisation et à la réduction de son nombre". ⁵²

Le contraste entre les réactions dans les entreprises étatiques et privées illustre assez bien la façon des ouvriers de concevoir la révolution de février dans la sphère économique. La prise en main par les ouvriers des responsabilités administratives dans les entreprises d'État constitua une réaction spontanée à la révolution démocratique : l'État avait été démocratisé, ainsi devait-il en être de l'administration des entreprises appartenant à l'État. Les travailleurs devaient bientôt abandonner cette position en face de la complexité d'une tâche à laquelle ils ne se sentaient pas préparés et cela encore moins dans les conditions économiques difficiles engendrées par la guerre. Mais il y avait également là la reconnaissance que l'autogestion ouvrière devait attendre la socialisation de l'économie entière. En mars, cette dernière n'était certes pas en vue, ni à court ni à moyen terme.

Pour la même raison, contrairement à ceux du secteur d'État, les ouvriers du secteur privé ne mirent pas en avant la revendication de contrôle ouvrier. Dans la sphère privée, cet empiètement sur les prérogatives patronales n'était pas considéré comme un droit lié à la révolution démocratique comme avait pu l'être la journée de huit heures. Ainsi, dans les deux secteurs, la transformation des relations de propriété ne faisait pas partie de la conception ouvrière de la révolution.

Un "enthousiasme au travail"

[Retour à la table des matières](#)

Au premier abord donc, la révolution de février ne semble avoir eu que peu d'effets sur la conscience des travailleurs. Presque toutes les mesures qu'ils mirent en avant dans le domaine économique étaient

⁵² LGAORSS, 9391/I/11/4.

déjà des revendications importantes du mouvement ouvrier pré-révolutionnaire, beaucoup datant même d'avant 1905. Il y a cependant une chose qui changea par suite de la révolution, même si sa signification ne fut pas très claire au départ. On trouve la trace de ce changement dans l'apparition de l'incompétence technique parmi les raisons justifiant la destitution du personnel de gestion. On le voit également dans l'inclusion de la sécurité physique à l'usine dans les domaines tombant sous la juridiction du comité d'usine. Ces deux mesures indiquent un intérêt nouveau chez les ouvriers à la protection de leurs usines, Intérêt provenant de leur désir de défendre les acquis d'une révolution qu'ils avaient faite et qu'ils considéraient leur.

Les hausses de productivité qui suivirent la révolution sont un autre témoignage de cet intérêt renouvelé chez les travailleurs. ⁵³ N.N. Kutler, un grand industriel et dirigeant Cadet ⁵⁴, observe un certain "*enthousiasme au travail*" dans cette période. ⁵⁵ Le directeur de la poudrerie de Schlusberg rapporte au ministre de l'industrie et du commerce à la mi-avril que :

"les travailleurs tiennent fortement compte de la conjoncture présente, et protègent l'usine autant que possible contre tout ce qui pourrait lui nuire, et ils coopèrent énergiquement aux efforts d'augmentation de la production de poudre et de matériel explosif ". ⁵⁶

La peur du sabotage

[Retour à la table des matières](#)

Si les travailleurs étaient soucieux de la menace extérieure, ils n'en étaient pas moins préoccupés par la possibilité d'ennemis intérieurs. Le ministre de l'industrie et du commerce notait en mars que les tra-

⁵³ *Ibid.*, 4601/10/33 et 44 ; P.V. Volobouev, *Proletariat i burzhouaziya v 1917 g.*, M., 1964, p. 157 ; *Rabochaya gazeta*, 7 et 16 avril 1917.

⁵⁴ Nom formé à partir des initiales K.D. du parti constitutionnaliste démocrate, qui vira de plus en plus à droite après la révolution de 1905 et qui devint le principal parti des classes possédantes après février 1917.

⁵⁵ Volobuev, loc. cit.

⁵⁶ Dok. Apt., p. 468.

vailleurs de la capitale "soupçonnent le patronat de freiner la production de biens pour la défense". ⁵⁷ Cette nouvelle préoccupation doit être comprise dans le contexte d'une campagne lancée par la "presse bourgeoise" à la mi-mars, adressée aux soldats, qui accusait les ouvriers de paresse et de cupidité alors que les vaillants soldats, eux, croupissaient sans équipement dans les tranchées. Le 22 mars, les représentants des usines du district de Moscou et de Petrograd discutèrent de cette campagne et résolurent de lancer un appel aux travailleurs de la capitale :

"avec la suggestion d'appeler à des réunions pour éclaircir les causes de la désorganisation industrielle dans leur district, et puis (d'appeler à) une assemblée de ville des représentants de tous les districts pour clarifier et publier les causes de la stagnation industrielle et d'en dénoncer les responsables". ⁵⁸

Les lock-out avaient traditionnellement été l'une des armes préférées du capital contre le mouvement ouvrier, une arme utilisée régulièrement contre les actions aussi bien économiques que politiques (anti-tsaristes) des travailleurs. ⁵⁹ L'un des cas les plus célèbres fut celui des lock-out général de Petrograd en novembre 1905 qui devait jouer un rôle central dans la défaite subséquente de cette révolution. Avant février 1917, quand ils étaient confrontés à un lock-out, soit les ouvriers continuaient leur grève, soit ils en déclenchaient une nouvelle, si la première avait été de nature politique. Toutefois, jamais la possibilité de mettre en place un "*contrôle*" sur la direction pour prévenir les lock-out ou forcer la réouverture d'une usine déjà fermée, n'avait été envisagée sérieusement.

Le contrôle ouvrier dans le secteur privé

[Retour à la table des matières](#)

⁵⁷ G.L. Sobolev, *Revoloutsionnoe soznanie rabotchikh i soldat Petrograda v 1917 g. Period dvoevlatsiya*, L. 1973, p. 182.

⁵⁸ Balabanov, *op. cit.*, p. 31 ; Fleer, *op. cit.*, pp. 298-304.

⁵⁹ *Pravda*, 8 avril 1917.

Après février, la situation devint très différente. Étant donné le nouveau rapport de forces (les propriétaires n'avaient plus l'appareil répressif de l'État à leur entière disposition), le nouveau sens des responsabilités et de citoyenneté des ouvriers, leur ferveur à protéger leur révolution et, finalement, gardant en mémoire la collaboration intime qui avait uni le capital et l'ancien régime, les ouvriers n'étaient plus prêts à rester passifs quand ils soupçonnaient leurs usines d'être victimes de gestion malveillante ou incompétente. Et des soupçons, ils en eurent. A la session du 20 mars du soviet de Petrograd, le délégué de l'usine Metallitcheski déclarait :

"On nous dit qu'il y a du travail à faire dans certains ateliers, mais pour certaines raisons inconnues, ce travail n'est pas entrepris. On nous dit que le tour de ces ateliers n'est pas encore venu, et ceux-ci restent inactifs. Nous avons eu une rencontre du comité à notre usine qui a désigné une commission de trois personnes pour déterminer s'il y a abus ou non de la part de la direction en faveur de l'ancien régime et des Allemands ; et s'il s'avère que le travail peut reprendre, il sera demandé de la direction qu'elle le fasse reprendre. Il se peut que la direction ne se soumette pas ; il serait donc souhaitable que le soviet des députés ouvriers et soldats veille à la constitution immédiate d'une commission choisie à partir des usines de Petrograd, comme il y en avait autrefois un des comités militaro-industriels. Il est vrai que cette commission était bourgeoise et qu'il y avait seulement un petit nombre d'ouvriers en son sein ; cependant, il est souhaitable qu'une telle commission soit créée en vue de contrôler et d'inspecter toutes les usines et ainsi d'assurer qu'il n'y a pas de tentative de la part de la direction de ralentir le travail. Peut-on croire les déclarations de la direction quand elle nous dit qu'il n'y aurait plus de minerai et de charbon ?" ⁶⁰

Ici, déjà, nous avons un appel à l'établissement d'un contrôle ouvrier dans le secteur privé. Toutefois, contrairement à ce qui se passait dans le secteur étatique, la nécessité de ce contrôle est posée en termes purement pragmatiques, comme moyen de défense, et non comme un droit découlant de la révolution démocratique. De plus, il s'agit d'un appel à l'action fait par le soviet à l'échelle de la ville, et basé sur le fait reconnu que le soviet aurait plus de poids. Il n'y a pas de traces d'anarchisme ici.

⁶⁰ LGAORSS, 1000/73/16/6.

Cela était aussi vrai pour les quelques cas de contrôle vraiment instauré dans les entreprises privées à cette époque : ils furent organisés pour empêcher les expéditions suspectes de biens et de matériel. À la fabrique de toile Kebke, la production avait dû s'arrêter en dépit de l'assurance donnée par la direction qu'il y avait des réserves suffisantes de matériel et de commandes. La direction, tout en répondant évasivement à toutes les questions, se dépêchait d'expédier la toile au sortir des métiers à tisser. Au début d'avril, les travailleurs décidèrent d'arrêter ces expéditions et de couper les communications téléphoniques vers l'usine. Leur assemblée générale demanda au soviet d'enquêter. ⁶¹

De tels cas étaient très rares dans les premières semaines de la révolution, puisque la production augmentait de façon générale et la crise économique héritée de l'ancien régime semblait se résorber. Toutefois, on peut voir que la nouvelle orientation activiste des travailleurs dans le domaine de la production renfermait le germe du contrôle ouvrier et finalement de la révolution sociale à venir. Mais ce

⁶¹ Rab. Kon., p. 51, voir également pp. 53 et 58.

germe ne pouvait se développer qu'en présence des conditions nécessaires : une menace planant sur les usines et de sérieuses raisons de croire que les propriétaires, loin de partager l'intérêt des travailleurs dans le maintien de la production, voulaient en fait cesser la production par leur inactivité, leur négligence ou par un sabotage pur et simple. À la fin avril, ces conditions étaient déjà en place.

David Mandel (1993)

Comités d'usine et contrôle ouvrier à Petrograd en 1917.

III

D'avril à juin : la défense des usines

[Retour à la table des matières](#)

C'est vers la fin avril que l'état de l'économie, et plus particulièrement le besoin d'une réglementation économique, devinrent des questions dominantes de la révolution, s'ajoutant dans le mouvement ouvrier aux revendications pour la Paix, la Terre et la Liberté. Il devint clair à cette époque que la crise économique, dont la progression semblait avoir été enrayée dans les premières semaines de la révolution, se manifestait de nouveau. "*Récemment*", écrivait le journal menchevik-internationaliste *Novaya zhizn'* au début mai,

"on peut observer une réduction de la production dans toute une série d'entreprises. Ce phénomène s'est manifesté jusqu'à maintenant seulement dans les petites et moyennes entreprises mais il commence à inquiéter sérieusement tous les travailleurs". ⁶²

La Rabotchaya gazeta menchevik-défensiste ⁶³rapporte pour sa part "l'intensification du cours général de la désorganisation économi-

⁶² *Novaya zhizn'*, 10 mai 1917.

⁶³ Mencheviks-défensistes - Aile droite du parti menchevik social-démocrate. Les défensistes prônaient une alliance avec des éléments de la bourgeoisie comme condition nécessaire à une révolution bourgeoise démocratique et reje-

que et le spectre grandissant du chômage de masse". ⁶⁴ *Retch'*, le journal Cadet libéral, était encore plus pessimiste : *"deux ou trois semaines vont passer et les entreprises commenceront à fermer leurs portes l'une après l'autre"*. ⁶⁵

Les industriels contre la réglementation étatique

[Retour à la table des matières](#)

Dans la gauche, la conclusion devenait claire : pour éviter le désastre, il fallait immédiatement instituer la réglementation de l'économie. Le 16 mai, le comité exécutif du soviet de Petrograd adoptait un plan élaboré par son département économique sous la direction de l'économiste menchevik Groman. Ce plan recommandait une large intervention de l'État dans la production, la distribution et les finances. Dans son essence, il différait très peu de ce qui avait déjà été fait par les autres États belligérants. Néanmoins, deux jours plus tard, le ministre de commerce et de l'industrie, A.I. Konovalov, un important industriel de Moscou de réputation libérale, offrit sa démission en opposition à ce plan de réglementation et de contrôle étatique. La crise pourrait être évitée, écrit-il dans sa lettre de démission, seulement si *"le gouvernement provisoire montrait enfin une autorité véritable, s'il tentait au moins de restaurer une discipline qui a pratiquement disparu et s'il montrait plus d'énergie dans sa lutte contre les demandes excessives de l'extrême-gauche"*. ⁶⁶

Tout ceci était conséquent avec la position des classes possédantes : au lieu de l'intervention de l'État, carrément rejetée, on insistait sur la nécessité de faire plier les travailleurs. ⁶⁷ Ryabouchinski, un

tèrent une rupture avec les Alliés durant la première guerre mondiale. Ils s'opposèrent à la révolution d'Octobre, affirmant que les forces socialistes en Russie étaient trop faibles et qu'une révolution mènerait à la catastrophe.

⁶⁴ *Rabotchaya gazeta*, 20 mai 1917.

⁶⁵ *Retch'*, 13 mai 1917.

⁶⁶ *Novaya zhizn'*, 20 mai 1917.

⁶⁷ Soukhanov, op. cit., tome 6, p. 109.

autre industriel libéral de Moscou, expliquait pourquoi l'intervention de l'État n'était pas appropriée à la Russie :

"En Europe, en intervenant dans la sphère de la vie (économique) de la nation, l'État reçoit un contrôle total, ce à quoi nous n'avons pas d'objection. Mais nous craignons qu'en Russie, un tel contrôle soit impossible en termes d'utilité et d'efficacité pour l'État dans son ensemble, aussi longtemps que notre gouvernement continuera de se trouver dans la situation où il est contrôlé". ⁶⁸

En d'autres mots, l'intervention de l'État ne peut être bénéfique que lorsque les classes possédantes ont un contrôle complet sur lui. En Russie, par l'entremise de leurs soviets, les travailleurs avaient acquis trop d'influence sur l'État pour que l'on puisse lui permettre de se mêler à l'économie : l'intervention pouvant alors être utilisée contre les intérêts du capital.

S'il y avait unanimité dans les déclarations des représentants des classes possédantes sur la nécessité de maîtriser les travailleurs comme seul moyen de sauver l'économie, dans le camp des soviets, il y avait un tout aussi grand consensus, et ce dans toute la gauche, sur le besoin de limiter le capital pour éviter l'effondrement économique et la contre-révolution qui l'accompagnerait certainement. À cet égard, il vaut la peine de citer dans le détail l'analyse alors faite par le journal *Rabotchaya gazeta*, défenseur indéfectible de la coalition gouvernementale des représentants de la démocratie révolutionnaire et des classes possédantes. ⁶⁹ L'éditorial, daté du 20 mai, est intitulé *Une offensive ?*

⁶⁸ Novaya zhizn', 19 mai 1917.

⁶⁹ Gouvernement de coalition - Une coalition entre libéraux et dirigeants socialistes modérés (mencheviks et socialistes-révolutionnaires) du soviet. Il fut constitué en mai 1917 pour renforcer l'autorité affaiblie auprès des ouvriers et soldats du gouvernement provisoire libéral du prince Lvov, formé après la révolution de février. Lvov resta à la tête du gouvernement jusqu'en juillet lorsque Kerenski prend sa place comme premier ministre. Le soviet de Petrograd sous la direction bolchevik renversa ce gouvernement de coalition dans la révolution de novembre 1917.

"Dans le camp des industriels, il y a une certaine excitation. La brève stupeur qui les avait saisis dans les premiers mois de la révolution a disparu. Plus aucune trace ne subsiste de la récente confusion et de la tendance à la panique qui les avaient amenés à faire des concessions. Dans le premier mois de liberté, les industriels unis, n'offrirent presque aucune résistance, se pliant aux demandes des travailleurs. À présent, ils sont passés au stade de la défense et s'apprêtent rapidement à passer à l'offensive sur tous les fronts...

Ils n'ont pas décidé de déclarer immédiatement la guerre ouverte aux travailleurs. Le sol volcanique de la révolution est encore trop incandescent, la classe ouvrière est encore trop menaçante dans son élan révolutionnaire, pour le moment tout au moins, pour que les industriels décident de lancer une attaque frontale pour écraser l'ennemi d'un seul coup.

Mais l'intensification du cours général de l'effondrement économique, le spectre grandissant du chômage de masse, la peur sociale des classes possédantes, tout cela crée les conditions propices à la mise en marche d'une offensive des entrepreneurs. Ayant décidé de ne pas ouvertement avancer "droit au centre", ils tentent un mouvement d'encerclement par les flancs pour attaquer l'ennemi par derrière. Récemment, nous avons de plus en plus entendu parler d'une grève italienne (ralentissement du rythme) pratiquée par les entrepreneurs ici et là. Les usines ne sont pas entretenues, les machines usées ne sont pas remplacées, le travail est effectué de façon négligente. Les entrepreneurs crient sur tous les toits que les demandes immodérées des travailleurs ne sont pas réalisables et sont carrément désastreuses pour l'entreprise. Ils suggèrent généreusement, ou du moins prétendent, que le gouvernement leur enlève le fardeau insupportable de la gestion des entreprises.

Dans d'autres cas, ils diminuent la production, licencient des travailleurs sous prétexte de manque de métal, de combustible, de commandes, ou à cause de concurrence étrangère. Nous avons devant nous une autre forme de lutte : un lock-out caché.

Au département du travail du soviet des députés ouvriers et soldats, on apprend quotidiennement des faits qui confirment l'existence d'un plan élaboré par les industriels."

Une déclaration de guerre

[Retour à la table des matières](#)

Ce n'était pas comme une simple prédiction, mais bien comme une menace à peine voilée, que les travailleurs interprétèrent des déclarations comme celles de Konovalov au congrès des comités militaro-industriels ⁷⁰ où il s'en prit violemment aux *"revendications excessives des travailleurs"* et les prévint que *"si dans un avenir proche, les esprits ne se calmaient pas on pourrait assister à la fermeture de dizaines, voire de centaines d'entreprises"*. ⁷¹ Et il ne s'agissait pas là d'une déclaration isolée. ⁷² Pour les travailleurs, cela ne constituait ni plus ni moins qu'une déclaration de guerre de la bourgeoisie contre la révolution.

Aussi, alors que le gouvernement provisoire était bloqué sur cette question par la résistance des capitalistes, et que les "conciliateurs" (socialistes modérés) continuaient de prêcher aux travailleurs les vertus de l'intervention étatique comme solution à la crise, ces derniers étaient de plus en plus attirés par d'autres solutions. Zhivotov, le délégué de la centrale 1886 au premier congrès des comités d'usine de Petrograd à la fin mai, exprimait une opinion courante chez les congressistes et qui faisait rapidement son chemin dans les masses ouvrières :

"...Vous devez être aveugles pour ne pas voir la contre-révolution à l'oeuvre. Les sabotages dans le Donbass, dans le textile, dans toute une série d'usines de Petrograd, requièrent une intervention organisée de la classe ouvrière sous la forme de l'établissement immédiat du contrôle ouvrier, qui seul peut mettre fin aux idées contre-révolutionnaires des capitalistes..."

⁷⁰ Comités militaro-industriels - Comités formés sur l'initiative du gouvernement tsariste en 1915 afin de coordonner la mobilisation des industriels (et plus tard des ouvriers) pour augmenter l'effort de guerre. Ils deviennent le point central pour l'opposition libérale, culminant dans la révolution de février 1917, puis défendirent le capital contre les comités d'usine.

⁷¹ *Ibid.*

⁷² *Rabotchaya gazeta*, 20 mai 1917.

Il est naïf de croire que le gouvernement provisoire va établir un contrôle sur ses propres capitalistes... Sans doute, dans un avenir proche, verra-t-on progresser cette revendication de contrôle ouvrier de la production, mais elle sera réalisée complètement non pas sous un régime bourgeois, mais bien sous un gouvernement de démocratie révolutionnaire..." ⁷³

Pour le contrôle ouvrier et un gouvernement des soviets

[Retour à la table des matières](#)

Comme ce passage l'indique, les ouvriers réagirent à la situation à deux niveaux étroitement liés. Au niveau le plus immédiat, le plus pratique, ils exigèrent l'établissement du contrôle de la direction des entreprises. Cette revendication de contrôle ouvrier, qui vint de la base et ne figurait au programme d'aucun des partis, devint d'elle-même la revendication principale du mouvement ouvrier à la fin avril et reçut son expression articulée au premier congrès des comités d'usine de Petrograd un mois plus tard.

Mais le contrôle au niveau de l'usine ne fut jamais perçu comme un substitut à la réglementation nationale, mais plutôt comme un complément nécessaire. Lévine, l'un des organisateurs de ce premier congrès, déclarait à ce sujet :

"Les comités d'usine font ce qu'ils peuvent. Mais ce serait les idéaliser que d'affirmer qu'ils fonctionnent parfaitement et de façon productive dans toutes les usines. En fait, dans la majorité des cas, le contrôle est simple et primitif.. Tant que les organisations ouvrières n'auront pas créé leur propre appareil de contrôle qui, avec le concours du pouvoir d'État, pourra assurer pleinement ce contrôle, les comités d'usine vont se limiter à la garde des usines données, empêchant les moyens de production d'être vendus, délibérément sabotés, etc.... Les comités d'usine joueront un grand rôle, mais non sans la coopération du pouvoir d'un État véritablement révolutionnaire". ⁷⁴

⁷³ FZK., pp. 105-106.

⁷⁴ Ibid., p. 114.

D'où la réponse au niveau politique : la réglementation n'est possible que sous un gouvernement non soumis à l'influence des classes supérieures, c'est-à-dire un gouvernement de démocratie révolutionnaire, et, en termes concrets, un gouvernement soviétique.

Les historiens occidentaux n'ont pas su apprécier à sa juste valeur l'importance de la question de la réglementation économique dans le processus de radicalisation politique des travailleurs. Et pourtant, elle constitua peut-être un facteur plus important que le désir de la paix ou même la menace de contre-révolution, à cause de son caractère immédiat et de son urgence.

"Décharger" Petrograd

[Retour à la table des matières](#)

Il est significatif que la première résolution de la section ouvrière du soviet de Petrograd qui rallia une majorité en faveur du pouvoir soviétique fut le résultat d'un débat sur la réglementation économique. Si le gouvernement provisoire se révéla incapable d'introduire un système de réglementation étatique, il proposa un projet de "déchargement" (*razgruzka*) de Petrograd, c'est-à-dire de déplacement de certaines usines de Petrograd vers des lieux où elles seraient plus près des sources d'approvisionnement en combustibles et matières premières. Les ouvriers y virent immédiatement un plan pour débarrasser la Russie de ses éléments les plus révolutionnaires, les travailleurs industriels de la capitale rouge. Une ferme opposition des travailleurs et des soviets força le gouvernement à provisoirement suspendre son plan. Le 31 mai, la section ouvrière se réunit pour discuter du "déchargement" et pour écouter les explications du ministre intérimaire de l'industrie et du commerce, Pal'tchinski ⁷⁵ ainsi que celles des dirigeants

⁷⁵ Pal'tchinski - Ingénieur devenu ministre du commerce et de l'industrie dans le gouvernement de coalition après la résignation de Konovalov en mai 1917. Il fut un des promoteurs principaux de "décharger" Petrograd (transférer les usines à la campagne). Gouverneur-général de Petrograd sous Kerenski au cours de la tentative de coup d'État de Kornilov fin août, il fut démis au bout de trois

socialistes modérés du comité exécutif du soviet. L'assemblée rejeta le plan par 173 voix contre 144. A sa place, elle appela à une lutte contre la désorganisation économique, pour la fin de la guerre, et concluait :

"Une lutte contre elle (la crise économique) n'est possible que par une réglementation et un contrôle de toute la production par le pouvoir d'État placé entre les mains du soviet des députés ouvriers, soldats et paysans". ⁷⁶

La résolution du 1er juin au premier congrès des comités d'usine sur *"les moyens de lutte économique contre la désorganisation"* parlait tout autant des mesures nécessaires au niveau national que du besoin d'étendre le contrôle ouvrier au niveau de l'entreprise à toutes les usines et à tous les aspects de la production. Le dernier paragraphe concluait :

"L'exécution systématique et réussie des mesures mentionnées n'est possible qu'avec le transfert de tout le pouvoir d'État au soviet des députés ouvriers et soldats". ⁷⁷

La résolution obtint 297 voix, c'est-à-dire juste un peu plus des deux-tiers. À cela, les mencheviks qui répétaient avec insistance que le contrôle ouvrier était une idée anarchiste, passant sous silence le lien explicite et intime qui l'unissait à la réglementation d'État dans les discussions et dans la résolution adoptée, opposèrent leur propre "contrôle d'État". Ils n'eurent que 85 voix. (La résolution anarchiste, qui ne faisait pas mention de l'État, n'obtint que 45 voix, un fait que les défenseurs de l'interprétation anarchiste du contrôle ouvrier n'ont pu expliquer jusqu'à maintenant.)

En réponse aux mencheviks, Ivan Naumov, le délégué de l'usine de constructions mécaniques Nouvelle Parviainen, un jeune militant bolchevik, répliquait :

jours lorsqu'il tenta d'interdire le journal bolchevik. Plus tard, il aida à organiser la défense du Palais d'hiver contre l'insurrection d'octobre.

⁷⁶ Izvestiya, 2 juin 1917.

⁷⁷ FZK, tome 1, pp. 107.

"Rappelez-vous comment, il n'y a pas si longtemps, on nous appelait bolcheviks "anarchistes" et nous disait "vous provoquez une guerre civile" parce que nous exigeons le contrôle de la production. À présent, tout le monde le réclame. Si nous donnons la responsabilité du contrôle au gouvernement en place, plus bourgeois que démocratique, c'est comme donner aux capitalistes, qui ont aggravé la crise économique de façon criminelle, la responsabilité de contrôler leurs propres actes criminels. Cela n'a aucun sens. Si vous proposez le contrôle d'État, alors précisez ce que vous avancez : le gouvernement de quelle classe ? Si c'est la bourgeoisie, ça veut dire : laissez les choses telles qu'elles étaient avant". ⁷⁸

Le contrôle ouvrier : une mesure défensive

[Retour à la table des matières](#)

La caractéristique fondamentale du contrôle ouvrier, comme réponse à la crise au niveau de l'entreprise, était précisément sa nature défensive : c'était d'abord et avant tout une mesure destinée à bloquer et renverser la tendance au déclin de la production ou à la fermeture pure et simple des entreprises. Dans ses fondements, elle était donc très différente du contrôle établi en mars dans les entreprises d'État comme un droit découlant de la révolution démocratique. Le mouvement pour le contrôle ouvrier dans les usines privées vint de la base ouvrière vers la fin avril quand la menace pesant sur les usines devint tangible. Il est intéressant de noter ici qu'en dépit du fait que le contrôle ouvrier devint rapidement un élément essentiel du programme bolchevik, le comité de Petrograd du parti n'appela les ouvriers à l'introduire qu'à partir du 19 mai. Clairement son appel était une réponse à ce qui se produisait déjà :

"En réponse à une série de déclarations des comités d'usine sur la nécessité du contrôle et de son établissement, il a été décidé de recommander aux camarades ouvriers la création dans les entreprises de commissions de contrôle par les représentants des ouvriers". ⁷⁹

⁷⁸ *Ibid.*, p. 104.

⁷⁹ Pravda, 21 mai 1917.

Langezipen : Les roubles manquants

[Retour à la table des matières](#)

Le conflit à l'usine de constructions mécaniques Langezipen illustre bien les circonstances de l'introduction du contrôle dans cette période. À la fin avril, l'inspecteur supérieur des usines de la province de Petrograd rapportait que *"les travailleurs de cette usine soupçonnent la direction de retarder la production de biens pour la défense"*. Le 27 avril, ils postèrent des gardes à l'extérieur des bureaux administratifs et refusèrent de laisser partir le directeur avant la fin du travail. Une commission conjointe des représentants du soviet de Petrograd, de la société des propriétaires d'usines et de fabriques de Petrograd, de l'union des ingénieurs et du comité militaro-industriel central fut formée pour enquêter sur le conflit. Puis, le 2 juin, le directeur annonça la fermeture de l'usine. Il cita les coûts croissants et un déclin de deux-tiers de la production dû à l'introduction de la journée de huit heures, un déclin de 50% dans la productivité du travail, et une pénurie de combustibles et de matières premières. En raison de tout cela, la compagnie avait perdu plus de 10 millions de roubles dans ses commandes pour la défense et était obligée de liquider l'usine faute de fonds.

Les travailleurs s'adressèrent au soviet central des comités d'usine (établi à la suite du premier congrès) qui appointa un enquêteur. Quand ce dernier eut dévoilé une longue série de transferts suspects de fonds, le directeur annonça qu'il avait "par hasard" pu trouver 450.000 roubles, prêtés par une connaissance, et que la production pouvait désormais reprendre.⁸⁰ *Izvestiya*, le journal de la direction modérée du soviet, citait ce cas comme caractéristique de "toute une série de déclarations de fermeture par les propriétaires" qui inondaient le soviet central des comités d'usine. Il notait que, dans la majorité des cas, les raisons données se résumaient toujours à un manque de fonds et à des pertes continues, mais

⁸⁰ FZK, I, p. 148 ; *Izvestiya*, 19 juin 1917 ; *Novaya zhizn'*, 19 juin 1917.

"À la première tentative des organisations ouvrières de vérifier les raisons offertes par les entrepreneurs, le plus souvent on découvrait les machinations les plus complexes et les plus rusées en vue de justifier les fermetures". ⁸¹

C'est quand ils apprirent l'intention du propriétaire de fermer l'usine que les ouvriers de Langezipen décidèrent d'établir le contrôle de l'administration. Le 5 juin, le comité d'usine publiait la déclaration suivante :

"La situation récente aux usines de la société Langezipen, c'est-à-dire :

- 1) *Le refus de la direction de l'usine de reconnaître la commission de contrôle des ouvriers et employés ;*
- 2) *La violation par l'administration de la décision de la chambre de conciliation du 6 mai 1917 sur le montant des salaires des employés, et*
- 3) *La déclaration dernière de la direction sur la fermeture de l'usine - nous ont forcé à prendre les mesures suivantes :*
 - 1] *Aucun bien ou matière première ne pourra quitter l'usine sans l'autorisation du comité d'usine, et de même, les biens finis prêts à être expédiés devront être enregistrés par le comité d'usine et être tamponnés par ce dernier.*
 - 2] *Tous les ordres du comité d'usine sont obligatoires pour les ouvriers et employés et aucun ordre de la direction n'est valide sans l'autorisation du comité d'usine.*
 - 3] *Aucun document ou correspondance concernant l'usine ne peut être détruit sans le consentement du comité d'usine.*
 - 4] *Pour mettre en oeuvre les tâches énumérées ci-dessus, la commission de contrôle élue commencera à remplir ses devoirs à partir d'aujourd'hui. 51 Les pompiers et les gardes doivent être en fonction en permanence pour protéger les installations de l'usine contre l'incendie". ⁸²*

⁸¹ Izvestiya, 17 juin 1917.

⁸² Rab. Kon., p. 104.

La nature défensive des actions indiquées est évidente de par le libellé de la déclaration elle-même : les agissements de l'administration "*nous ont forcé*" à agir. L'établissement du contrôle fut ainsi dû à la fermeture de l'usine.

Treugol'nik : Un cas d'empoisonnement

[Retour à la table des matières](#)

Bien entendu, les conflits qui menèrent à l'introduction du contrôle ouvrier ne furent pas tous aussi clairs. À l'usine de caoutchouc Treugol'nik, c'est un conflit sur la compensation pour les victimes des empoisonnements de masse de 1914 qui précipita les événements lorsqu'elle fut portée à la chambre de conciliation. Au début mai, un groupe d'ouvriers anarchistes décida d'en forcer le dénouement. Une foule de quelque 70 personnes se pressa autour du directeur et menaça de le jeter dans le canal s'il n'acceptait pas de payer des compensations demandées ainsi que quinze kopecks de l'heure appliqués rétroactivement à partir de mai 1915. Ils menacèrent également le comité d'usine et les représentants ouvriers à la chambre de conciliation qui s'opposèrent à cette initiative. Finalement, ils furent d'accord d'attendre l'arrivée des représentants du gouvernement prévue pour le lendemain. Mais, pendant la nuit, les cadres décidèrent de s'enfuir avec toutes les liquidités de l'entreprise. Découverts par hasard par les employés de bureau, ils furent conduits chez Kerenski ⁸³ "jusqu'à ce que les choses soient mises au clair à l'usine". Au cours d'une réunion avec les représentants ouvriers le lendemain, le ministre du travail mit les travailleurs en garde que devant le départ de l'administration, ils se trouveraient vite dans l'impossibilité de faire fonctionner l'usine. Il leur conseilla donc de remettre leurs revendications à plus tard, après la guerre.

⁸³ Kerenski, Aleksandr F. - Avocat populiste de droite qui entra au premier gouvernement provisoire en tant que ministre de la justice, puis devint ministre de la guerre et de la marine au gouvernement de coalition de mai 1917, et finalement premier ministre après les journées de juillet. Malgré son rôle ambigu dans l'insurrection de Kornilov, il resta premier ministre jusqu'à la révolution d'octobre.

À une réunion conjointe des représentants des ouvriers, des employés, des contre maîtres et de l'union des ingénieurs, il fut décidé de constituer une commission pour surveiller les agissements de la direction. Le 5 mai, à la suggestion des organisations ouvrières, les cadres revinrent à l'usine après avoir passé plus d'une journée dans les appartements de Kerenski. ⁸⁴ Même dans ce dernier cas, bien que les origines du conflit aient été assez différentes de celui de Langezipen, le contrôle apparaît comme une réaction des travailleurs à la perception d'une menace pesant sur leur usine et venant de la direction.

La rareté du contrôle complet

[Retour à la table des matières](#)

En fait, il est évident que le contrôle ouvrier dans les entreprises privées, tel qu'il fut établi à Langezipen, resta encore exceptionnel à l'époque, et cela en dépit du fait que la revendication de contrôle ouvrier s'était étendue à tout le mouvement ouvrier. À cause aussi en partie de l'opposition farouche du patronat à cette mesure, les ouvriers ne semblaient pas avoir établi de contrôle, ou du moins avoir tenté de l'établir, que lorsqu'ils étaient devant une menace directe contre leur usine. Le délégué de l'usine du Nouvel Arsenal notait au premier congrès des comités d'usine que

"Les comités ont développé le contrôle principalement dans les entreprises d'État. Alors que les tentatives de contrôle dans les entreprises privées provoquent de fortes protestations de la part de l'administration et de la presse bourgeoise (du genre "prise de contrôle des usines", "anarchie") l'existence de ces contrôles dans les usines d'État passe inaperçue auprès de larges secteurs de la société". ⁸⁵

Même en octobre, le comité d'usine de la fonderie de cuivre Roznekrants, une usine très militante, rapportait au soviet central des co-

⁸⁴ B. Shabaline, "Ot Fevralya k Oktyabryou", in *Bastiony revolyoustii*, tome I, L., 1957, pp. 289-290.

⁸⁵ FZK I, p. 100.

mités d'usine qu'elle n'avait pu établir de commission de contrôle que récemment. Cette décision avait été prise pour "*mener une lutte obstinée contre les tentatives de sabotage de la direction*". Pal'tchinski lui-même avait menacé de "*venir fermer l'usine*". ⁸⁶

Une activité beaucoup plus commune que le contrôle était celle axée plus spécifiquement autour de l'approvisionnement en matières premières, en combustibles et en commandes pour l'entreprise. Avant même de tenir le premier congrès des comités d'usine, les travailleurs de Petrograd avaient organisé une conférence spéciale pour discuter de la situation des approvisionnements. Un certain nombre d'usines envoyèrent des délégations jusqu'à la région du Donbass pour trouver des sources d'approvisionnement et afin de clarifier la situation dans les mines. ⁸⁷ Comme un des intervenants au premier congrès remarquait :

"Étrangement, après les premières semaines de la révolution, dans une usine après l'autre, il n'y a plus eu de carburant, de matières premières ou d'argent. En plus, la direction n'a pris aucune mesure pour obtenir ce qui était nécessaire. Tous virent en cela une grève italienne. Les comités d'usine envoyèrent partout des représentants à la recherche de combustibles : dans d'autres comités d'usine, aux intersections ferroviaires, dans les entrepôts, etc.... Suite à leurs initiatives, du pétrole, du charbon, des commandes, de l'argent furent trouvés..." ⁸⁸

La motivation ici était identique à celle qui provoqua l'introduction de contrôle, sauf que la direction y voyait beaucoup moins d'objections. ⁸⁹

⁸⁶ *Revol'youtsionnoe dvizhenie v Rossii nakanoune Oklyabr'skogo voorouzhenogo vosstaniya v Petrograda* (dorénavant : Dok. Nak.), M., 1962, pp. 286-287.

⁸⁷ Rab. Kon., pp. 70, 75, 80 ; *Poutilovtsy v trekh revol'youtsiyakh*, L.1933, p. 337.

⁸⁸ *FZK I*, p. 113.

⁸⁹ Rab. Kon., p. 77

"La souillure de l'entrepreneur"

[Retour à la table des matières](#)

Vu sous un certain angle, il s'agissait là d'une forme de coopération active avec l'administration capitaliste. Aussi s'attira-t-elle les critiques de certains milieux, particulièrement de dirigeants syndicaux comme Ryazanov ⁹⁰ qui, la rivalité organisationnelle mise à part, s'opposèrent à l'intervention directe des ouvriers dans la gestion des usines dans le cadre d'une révolution démocratique. *"Le mouvement syndical ne porte pas la souillure de l'entrepreneur"* disait-il en octobre au congrès pan-russe des comités d'usine.

"Mais il est regrettable que les comités se comportent comme s'ils étaient les composantes de la direction. Le syndicat s'oppose directement au capital, mais un membre des comités d'usine devient malgré lui un agent de l'entrepreneur". ⁹¹

Quoique dans une perspective assez différente, Lénine critiqua lui aussi les comités d'usine pour être devenus les "garçons de course" du capital. Il voulait dire par là que seuls le pouvoir soviétique et des instances nationales de réglementation en majorité ouvrières pouvaient garantir que les efforts des comités d'usine servent les intérêts du peuple et non celui d'un petit groupe de capitalistes. ⁹² De nombreux conférenciers firent alors des objections à sa critique. Car, bien que le congrès ait voté en majorité pour le transfert du pouvoir aux soviets et pour une réglementation à l'échelle nationale, la situation exigeait des mesures immédiates. *"Les comités d'usine doivent se procurer des matières premières"*, lui répondit un délégué ouvrier. *"Il ne s'agit pas*

⁹⁰ Ryazanov, David B. - Militant syndical et socialiste. Au début associé à un groupe situé entre mencheviks et bolcheviks, et collaborateur de Trotsky à Vienne et à Paris avant la révolution, il devient un bolchevik modéré au cours de 1917, quoique opposé à l'insurrection d'octobre. Plus tard chef de l'institut Marx-Engels, il mourut au cours des purges de Staline.

⁹¹ FZK 11, p. 192.

⁹² FZK I, pp. 91-92.

de faire des courses. Si nous ne soutenions pas les usines de cette manière, personne ne sait ce qui arriverait". ⁹³

La lutte inexorable pour le pouvoir

[Retour à la table des matières](#)

Lénine voulait s'assurer que le congrès lierait la question du pouvoir à celle de la réglementation économique. Dans l'abstrait, sa critique avait une certaine valeur. Mais la situation concrète de la Russie de 1917 était telle que l'inquiétude des ouvriers concernant le maintien de la production les amena progressivement et inexorablement au-delà des tentatives de collaboration avec les directions, dans une lutte directe pour le pouvoir dans les usines, et, finalement, à l'expropriation du capital.

C'était là la tendance objective et ce fut dans cette direction que furent poussés les travailleurs. Mais il est nécessaire de répéter ici que ce n'était pas ce que les travailleurs voulaient. Car, le plus souvent, ils ne se sentaient pas prêts à assumer la responsabilité du fonctionnement des usines. Cela est évident dans le concept même de contrôle qui suppose le maintien du capitalisme et, par conséquent, requiert au moins une coopération minimale des propriétaires, dans le sens de la préservation de leurs intérêts et de leur volonté d'administrer les entreprises. Si cet intérêt manquait, s'il n'y avait pas activité de contrôle de la part de la direction, alors les ouvriers avaient le choix soit d'accepter le déclin de la production et, en fin de compte, la fermeture des usines, comme ils l'avaient fait dans le cas de lock-out d'avant la révolution, soit d'assumer de plus en plus de responsabilités dans la gestion. Ici, en un mot, se résume la dynamique politico-économique qui allait transformer la révolution démocratique en révolution sociale, en dépit de toutes les hésitations des ouvriers à accepter le changement sur le plan conceptuel.

⁹³ Ibid., p. 100.

En effet, il y avait en pratique une volonté réelle de coopération avec l'administration dans la mesure où cette collaboration pouvait sauver l'usine. Et ceci allait parfois plus loin que la simple recherche de combustible ou de commandes. Ce qui se passa à l'usine de wagons de la Baltique à la mi-juillet, en constitue un bon exemple. Le directeur de l'usine annonçait son intention de fermer le département d'automobiles en raison des pertes encourues depuis la révolution. Quand le comité d'usine arriva à démontrer que ses chiffres étaient inexacts, le directeur accepta finalement de continuer la production si les ouvriers pouvaient lui assurer un niveau adéquat de productivité. Les ouvriers acceptèrent cette condition, mais insistèrent sur leur droit de contrôle sur la production et les comptes. Mais la direction ne pouvait accepter cette condition car elle "était sans précédent". ⁹⁴ La coopération était une chose, mais les ouvriers n'allaient pas se laisser avoir.

À la fonderie et usine de constructions mécaniques Brenner, les ouvriers persuadèrent les employés d'abandonner leur projet de grève et ils acceptèrent eux-mêmes de travailler pendant les jours fériés pour éviter la fermeture. Quand le propriétaire ferma finalement l'usine, les travailleurs la rouvrirent et demandèrent au soviet d'appuyer leur demande de mise sous séquestre. Une enquête révéla toute une série de transactions financières douteuses de la part du propriétaire qui avait reçu de larges sommes d'argent avancées par la section technique du comité sur les petites et moyennes entreprises qu'il présidait. ⁹⁵

Coopération... et frustration

[Retour à la table des matières](#)

Ainsi, la volonté de coopération avec la direction, même si c'était une direction capitaliste, dans l'intérêt de l'usine fut régulièrement frustrée. C'était là le point souligné par Antipov, un jeune ouvrier du district de Vyborg, au second congrès des comités d'usine de

⁹⁴ Ibid., p. 113.

⁹⁵ Novaya Zhizn', 22 juillet 1917 ; FZK I, p. 147.

Petrograd en août, à propos de la question de la participation des travailleurs aux instances économiques publiques en compagnie de représentants des propriétaires :

"Est-ce que nos camarades peuvent réaliser quoi que ce soit en participant à des conférences en compagnie des industriels ? Il serait possible d'éliminer la désorganisation économique par de tels moyens s'il était vrai que nous avions devant nous des cas de gestion incompétente Mais il s'agit de l'absence de volonté de la part des propriétaires, et nous ne pourrions pas leur forcer la main par de telles conférences. Ils ne font aucune concession, nous n'avons donc aucune raison d'aller les voir". ⁹⁶

Il y a un parallèle frappant entre le contrôle ouvrier et la dualité de pouvoir de l'État. La dualité de pouvoir mise en place en février avait expressément été construite pour mettre les fonctions exécutives du gouvernement entre les mains des représentants des classes possédantes, alors que la "démocratie révolutionnaire", à travers le soviét, devait "surveiller" ce gouvernement, s'assurant qu'il ne dévie pas du programme de la révolution c'est-à-dire la paix, la terre et la république démocratique. En juillet, cependant, la majorité des ouvriers de Petrograd avaient conclu que les libéraux n'avaient pas l'intention de mettre ce programme à exécution, qu'ils voulaient en fait détruire la révolution. Même la participation directe des représentants soviétiques au gouvernement après la crise d'avril n'y changea rien. Les ouvriers commencèrent donc à revendiquer l'exercice du pouvoir d'État dans sa totalité par les représentants de la démocratie révolutionnaire et l'exclusion complète des représentants des classes supérieures.

Mais, dans l'arène politique, particulièrement avant les "journées de juillet" ⁹⁷ quand la profondeur de la division à l'intérieur de la démocratie révolutionnaire n'avait pas encore été pleinement comprise

⁹⁶ FZK IL p. 181.

⁹⁷ Journées de juillet - Manifestations d'ouvriers et de soldats armés les 3 et 4 juillet 1917 pour contraindre les dirigeants modérés du Comité central exécutif des soviets à prendre le pouvoir. Malgré les tentatives des bolcheviks de les contenir, ces manifestations prirent un caractère semi-insurrectionnel. Le gouvernement de coalition, soutenu par quelques socialistes modérés, y répondit par la répression du mouvement ouvrier et des bolcheviks, déclenchant une période de réaction qui dura plusieurs semaines jusqu'à la défaite de la tentative de coup d'État de Kornilov.

par les travailleurs, c'était une conclusion beaucoup plus facile à accepter que dans le domaine économique. Quelle qu'ait pu être la dynamique de la situation, pour les travailleurs, un gouvernement soviétique ne signifiait pas une transformation des relations de propriété ou l'exercice direct des fonctions de gestion par les ouvriers, c'est-à-dire une révolution sociale. Il n'impliquait que le contrôle d'une économie encore capitaliste.

"Personne ne sait comment cette révolution finira"

[Retour à la table des matières](#)

C'est ainsi que le contrôle ouvrier était conçu au niveau théorique dans le mouvement ouvrier. Le contrôle était clairement distingué de l'expropriation. Ainsi, au second congrès des comités d'usines en août, Lévine déclarait :

"Nous exigeons des ministères le contrôle sur la production. Mais jusqu'ici, nous n'avons eu de leur part que de l'indécision et des hésitations à agir ... et de la part des industriels que de la colère et de la peur pour leurs biens. Beaucoup, consciemment ou non, confondent le concept de "contrôle" avec celui de la "prise de contrôle des usines et des fabriques", quoique les ouvriers ne recourent pas du tout à cette dernière. Si de tels cas se sont produits, ce fut dans des circonstances exceptionnelles et isolées". ⁹⁸

D'un autre côté, le contrôle ouvrier *était* une revendication nouvelle et non prévue. Elle demandait ainsi une révision partielle de la conception sociale de la révolution (comme le fit, d'ailleurs, la revendication pour le pouvoir soviétique elle-même). Lévine, un membre socialiste-révolutionnaire de gauche ⁹⁹ du soviet central, qui était plus

⁹⁸ Ibid., p. 171.

⁹⁹ Socialistes-révolutionnaires - Parti populiste à base paysanne, organisé au début du 20ème siècle comme héritier du mouvement terroriste Populiste (Narodnik) de la fin 19ème siècle. Il y eut scission formelle en septembre 1917. Les socialistes-révolutionnaires de gauche étaient proches des bolcheviks après novembre 1917, et se rallièrent au gouvernement de coalition dirigé par

conscient que beaucoup d'autres de la dynamique de la situation (même si, après octobre, il continua de mettre les comités d'usine en garde contre les prises d'entreprises qui n'étaient pas absolument nécessaires), la voyait de la manière suivante :

"Il n'est un secret pour personne que la fin de la désorganisation économique non seulement n'est pas dans l'intérêt du capital, mais est en complète contradiction avec lui. Mettre un terme à cette désorganisation équivalait à renforcer les jeunes forces de notre révolution - et personne ne sait comment cette révolution se terminera : au pire dans la suppression d'une partie des droits du capital ; au mieux, qui peut dire si la révolution russe ne deviendra pas une révolution mondiale ?" ¹⁰⁰

En d'autres termes, dans une perspective russe interne, la révolution avait dépassé le cadre strictement démocratique, mais n'était pas allée jusqu'à une révolution sociale qui abolirait le capitalisme. Toute évolution ultérieure dépendait des développements internationaux, qui offraient réellement de grandes possibilités à la révolution russe.

"Nous apprendrons par la pratique"

[Retour à la table des matières](#)

Ceci était aussi, en substance, la position des militants bolcheviks. Naumov, un métallurgiste du district de Vyborg, déclarait à ce congrès :

"En tant que marxistes, nous devons regarder la vie comme allant toujours de l'avant. La révolution continue. Nous disons : notre révolution est un prologue à la révolution mondiale. Le contrôle n'est pas encore le socialisme et il n'est même pas une prise en main de la production. Mais il va déjà au-delà du cadre bourgeois. Ce n'est pas le socialisme que nous proposons d'introduire. Non. Mais ayant pris le pouvoir d'État entre nos mains, nous devrions diriger le capitalisme sur une voie où il dépassera de lui-même. Les comités d'usine devraient travailler dans cette voie. Cela nous amènera au socialisme... Ayant renforcé notre position dans la pro-

Lénine qui dura jusqu'en mars 1918. Les socialistes-révolutionnaires de droite participèrent parfois à la guerre civile aux côtés des Blancs.

¹⁰⁰ Ibid., p. 113.

duction, ayant pris le contrôle entre nos mains, nous apprendrons de façon pratique comment travailler à la production, et de façon organisée, nous l'orienterons vers la production socialiste". 101

Malgré la confiance exprimée par Naumov dans l'avenir de la révolution mondiale, il nous dit ici de façon implicite que la classe ouvrière n'a ni les connaissances ni les capacités nécessaires pour prendre directement en mains l'économie. L'une des fonctions du contrôle était justement d'être une école pour acquérir ces capacités, une école du socialisme, un socialisme qui n'était toutefois pas pour le lendemain ni même pour le surlendemain.

Mais quelles qu'aient été les conceptualisations théoriques ou idéologiques du contrôle ouvrier, cela n'aurait guère fait de différence en pratique. Parce que c'était bien la pratique, la situation concrète dans laquelle les ouvriers eurent à vivre et lutter, qui fut à l'origine de la revendication du contrôle ouvrier et qui, en définitive, allait déterminer jusqu'où irait l'intervention des ouvriers dans l'économie. *"Aucun parti n'avait prévu l'intervention de la classe ouvrière dans l'économie bourgeoise sous un gouvernement bourgeois"*, fit remarquer Lévine.

"À présent tous en reconnaissent sa nécessité. Il est vrai qu'ils furent forcés Pour éviter de se retrouver à la rue". 102

"Quand notre comité d'usine apparut", rappelait un rapport du comité d'usine Putilov à la fin de 1917,

"il n'y avait ni programme d'action ni code pouvant le guider dans son fonctionnement. Ses instructions pratiques, décidées au fur et à mesure que les fonctions du comité évoluaient, formèrent la base de ses principes directeurs. De cette manière, le comité d'usine eut le meilleur des professeurs : la vie elle-même". 103

101 Ibid., p. 126.

102 Ibid., p. 112.

103 Poutilivtsy v trekh revolyoutiyakh, L., 1933.

David Mandel (1993)

Comités d'usine et contrôle ouvrier à Petrograd en 1917.

IV

De juillet à octobre : "contrôle" sans pouvoir

[Retour à la table des matières](#)

À la suite des "journées de juillet", sur un arrière-plan marqué par la scission dans les rangs de la démocratie révolutionnaire et la défaite des travailleurs qu'elle avait rendue possible, les employeurs adoptèrent une attitude beaucoup plus agressive sur les fronts politique et économique. Mais l'échec rapide et sans effusion de sang du coup d'État du général Kornilov, qui représentait alors l'espoir politico-militaire des classes privilégiées, ne parvint pas à freiner l'ardeur des industriels. Ces derniers relancèrent de plus belle leur offensive contre les travailleurs sur le plan économique. C'était, après tout, leur principal atout, et aussi, d'une certaine façon, leur ultime ligne de défense.

Avant juillet, la grande majorité des fermetures se produisirent dans les petites et moyennes entreprises.¹⁰⁴ En juillet et août cependant, les rumeurs de fermeture provenaient de nombreuses grandes entreprises de Petrograd, dans tous les secteurs de l'industrie privée et

¹⁰⁴ Novaya zhizn', 5 août 1917.

d'État. ¹⁰⁵ Le syndicat des métallurgistes de Petrograd (cette industrie employait presque les deux-tiers de la force de travail industrielle de Petrograd) rapportait au mois d'août que les propriétaires avaient l'intention de fermer bientôt 25 usines et de réduire la production dans 137 autres. ¹⁰⁶

Pendant ce temps, selon Soukhanov, membre menchevik du département économique du soviet, *"la réglementation d'État n'avait pas dépassé l'élaboration d'un plan pour créer un monopole du sucre. Le conseil des congrès des représentants de l'industrie et du commerce était exclusivement préoccupé par son offensive contre les ouvriers. Le gouvernement provisoire ne fit strictement rien et le TsIK (comité exécutif central des soviets) ¹⁰⁷ l'appuya"*. Il rappela une réunion du département économique que Groman présida en septembre 1917 :

"Sur les douze personnes présentes, la majorité était des mencheviks et loin d'être gauchistes. Officiellement ils étaient tous pour la coalition. Mais ici, armés des faits en mains, ils tracèrent un portrait catastrophique de la politique économique de la coalition. Même le meilleur agitateur politique n'aurait pu faire mieux. Je ne sais pas comment de telles opinions pouvaient trouver place dans leurs têtes". ¹⁰⁸

Le gouvernement ressortit toutefois son plan d'évacuation de l'industrie de Petrograd aux frais de l'État. Malgré le caractère économique douteux du projet et des motifs évidemment politiques en jeu ¹⁰⁹, la situation était si grave que la conférence des comités d'usine du mois de septembre décida de permettre l'évacuation de certaines usi-

¹⁰⁵ Z.V. Stepanov, *Rabotchie Petrograda v period podgotovki i provezdezniya Okiyabr'skogo voorouzhennogo vosstaniya, avgoust'sentyabr' 1917 g.*, L., 1965, p. 140 ; FZK II, p. 58 ; Perazitch, op. cit., pp. 75, 90.

¹⁰⁶ *Izvestiya*, 18 août 1917.

¹⁰⁷ Comité central exécutif des soviets des députés des ouvriers et des soldats (abréviation russe TsIK - *Tsentral'nyi ispol'nitel'nyi komitet*) - Organe de direction permanent élu par le premier Congrès panrusse des soviets des députés des ouvriers et soldats en juin 1917. Il fut dominé par les socialistes modérés jusqu'au second Congrès à majorité bolchevik. La constitution révolutionnaire de janvier 1918 autorisa ce Comité à légiférer entre les sessions du Congrès des soviets.

¹⁰⁸ Soukhanov, op. cit., tome VI, pp. 95-96.

¹⁰⁹ FZK II, p. 31 ; Soukhanov, op. cit., p. 64 ; Dok. Aug., pp. 117 et 614.

nes sous la supervision de leur comité, quoique toutes les usines n'aient pas été d'accord avec cette décision. ¹¹⁰ Cependant, quand les usines en question envoyèrent des délégations pour inspecter les sites de relocalisation envisagés, ils y trouvèrent des conditions inadéquates tant pour les usines que pour les ouvriers, ce qui jetait encore une fois le doute sur les véritables desseins des employeurs. ¹¹¹

La "main osseuse de la faim"

[Retour à la table des matières](#)

L'intervention de l'État dans l'économie continua d'être un anathème pour les industriels dont les explications de la crise se résumaient à deux causes simples : le manque de discipline de la force de travail et l'interférence pernicieuse des organisations ouvrières dans la vie des usines. (Ils oubliaient assez facilement que la crise avait précédé la révolution d'un an et demi.) Ils accumulaient les prophéties de catastrophes imminentes. La plus célèbre d'entre elles fut celle de Ryabouchinski qui prédisait que la "*main osseuse de la faim*" devrait prendre le peuple à la gorge avant qu'il ne comprenne la nature maléfique de ses "*pseudo-leaders*" des soviets et autres organisations ouvrières. ¹¹² Au début septembre, le comité des industriels unis (organisation patronale) envoya au ministre du travail une note intitulée "*Conditions pour la restauration de l'industrie*" qui recommandait les mesures suivantes : pouvoir exclusif à la direction pour embaucher et licencier ; droit d'imposer des sanctions incluant le renvoi ; exclusion complète de la gestion des comités d'usine, soviets et autres organisations ouvrières ; libération des directions de toute obligation formelle vis-à-vis de ces organisations ; et finalement, renvoi des ouvriers dont la productivité tomberait en dessous du niveau de l'année précédente.

¹¹⁰ FZK 11, p. 36 ; *Ekonomitcheskoe polozhenie Rossii nakanoune Velokoi Okiyabr'skoi sotsialisticheskoi revolyoutsii*, tome I, pp. 414-414. (Dorénavant : Ek. Pol.).

¹¹¹ FZK, tome II, pp. 33, 34, 102 ; Stepanov, op. cit., p. 96 ; *Rabotchii put'*, 12 septembre 1917.

¹¹² Ek. Pol., tome I, pp. 191, 200-201.

"Sans ces mesures pour influencer les masses travailleuses", concluait le rapport, "l'industrie est menacée d'une fermeture complète". ¹¹³

L'offensive des employeurs

[Retour à la table des matières](#)

La période suivant les "journées de juillet" fut marquée par une grande offensive des industriels contre les comités d'usine et leur droit acquis, de facto, de tenir des réunions durant les heures payées de travail et de "superviser" l'embauche, les licenciements et plus généralement "l'ordre interne" de l'usine. Ils allèrent jusqu'à demander la levée de l'exemption du service militaire pour les membres du soviet central des comités d'usine. Le ministre du travail, le menchevik Skobelev ¹¹⁴, n'était pas insensible à leur cause. En août, il émit deux circulaires niant le droit des comités à se réunir pendant les heures de travail sans la permission des patrons ainsi que de superviser l'embauche et les licenciements. ¹¹⁵ *"Chaque jour, nous entendons parler de nouvelles attaques contre les droits des comités d'usine"*, rapportait-on au congrès du mois d'août des comités d'usine. Au même moment, les propriétaires commençaient à boycotter le soviet central lui-même :

"Au début des activités du soviet central des comités d'usine, les entrepreneurs étaient assez ouverts à notre influence dans leurs négociations personnelles avec les représentants du soviet central. Maintenant, ils deviennent de moins en moins flexibles, citant dans leur intransigeance la Société des propriétaires d'usines et de fabriques et refusant maintenant de reconnaître le soviet central sous prétexte que ce n'est pas une instance gouvernementale". ¹¹⁶

¹¹³ *Retch', 10 septembre 1917.*

¹¹⁴ Skobelev - Dirigeant du groupe menchevik dans la Duma (parlement) pré-révolutionnaire, qui devient ministre du travail dans le gouvernement de coalition en mai 1917. Il s'opposa vivement à l'interférence des comités d'usine dans la gestion des industries.

¹¹⁵ *FZK I, p. 173.*

¹¹⁶ *FZK I, p. 193.*

Pour les ouvriers, l'objectif de l'offensive patronale était clair : les propriétaires étaient déterminés à éliminer le dernier obstacle qui les empêchait de fermer. Après que la direction de l'usine Vulkan eut cessé de payer leurs salaires aux membres du comité d'usine, ce dernier envoya au soviet central la lettre suivante :

"Comme vous le savez, le comité d'usine a déjà défendu l'existence de l'usine dans les questions des finances et de l'augmentation de la productivité. Mais le sabotage de la direction continue. Ce sabotage s'exprime dans l'état technique déplorable des ateliers et dans les difficultés faites au comité d'usine lorsqu'il tente de mettre en oeuvre l'accord général sur les salaires. Mais maintenant, la direction prend de nouvelles mesures de sabotage. Elle a décidé de bloquer toutes les sommes destinées au paiement du comité d'usine, onze personnes en tout, incluant la commission de contrôle technique, la commission sur les tarifs, la commission d'enquête et la chambre de conciliation. Ce geste ne constitue pas seulement une attaque générale contre les organisations ouvrières de l'usine (la direction cite Skobelev), mais menace l'existence même de l'usine. Car à ce stade, c'est avec difficulté que le comité parvient à survivre, au milieu d'ouvriers extrêmement inquiets, travaillant avec un outillage défectueux et mal rémunérés, et avec une direction qui menace constamment de fermer les portes de l'usine et de réduire les effectifs". ¹¹⁷

"Il ne reste que des murs nus"

[Retour à la table des matières](#)

Le résultat de tout ceci fut de gravement saper le principe fondamental du mouvement pour le contrôle ouvrier : l'existence d'une direction capitaliste active à contrôler. Au congrès des comités d'usine d'août, un délégué ouvrier le souligna fort bien :

"On nous dit que nous devons contrôler. Mais que pouvons-nous contrôler, quand il ne reste déjà plus rien que des murs, que des murs nus ?" ¹¹⁸

¹¹⁷ *Revoloutsionnoe dvizhenie v Rossii v sebtyabre 1917 g.*, M., 1962, pp. 326-327 (dorénavant : Dok. Sept.).

¹¹⁸ *FZK* 1, p. 211.

Ainsi, cette période connut une participation accrue et plus active des comités d'usine dans la production. Au congrès pan-russe des comités d'usine, Schmidt ¹¹⁹, dirigeant du syndicat des métallurgistes, notait que "*les comités d'usine, contre leur gré... interviennent dans la production, s'écartant de leurs tâches de contrôle*". ¹²⁰

Comme la lettre de Vulkan l'indique, les comités d'usine participèrent de plus en plus à des actions destinées à augmenter la productivité. Au début juillet, quand la direction menaça d'arrêter la production et même de fermer complètement ses portes à cause du fort déclin de la productivité, le comité d'usine établit une commission pour éclaircir la situation et en déterminer les causes. Cette commission en arriva à une série de recommandations visant à réduire la proportion de produits défectueux et à assurer une plus grande discipline de travail. Elle fit également des propositions spécifiques d'améliorations techniques. Ces recommandations furent acceptées par l'assemblée générale de l'usine, qui accepta également d'autoriser les heures supplémentaires quand l'exigeait la production. ¹²¹

La première série de mesures qui tombait Vaguement sous la rubrique de "l'ordre interne" fut effectivement mise en place, provoquant une hausse significative de productivité. La direction ne voulut cependant rien savoir des améliorations techniques proposées, annonçant en même le licenciement de 640 ouvriers qui devaient être sous peu suivis par d'autres. En fin de compte, après que les ouvriers eurent présenté un ultimatum exigeant le remplacement du directeur, le gouvernement intervint pour établir son propre contrôle, promettant de renvoyer le directeur si les allégations des travailleurs s'avéraient fondées. ^{122 123 124}

¹¹⁹ Schmidt, V. - Ouvrier bolchevik et dirigeant du syndicat des métallurgistes. Il devint commissaire du peuple au travail après la révolution d'octobre.

¹²⁰ *Ibid.*, p. 208.

¹²¹ Stepanov, *op. cit.*, p. 216.

¹²² John Reed fait mention d'une conversation avec l'un des propriétaires de cette usine dans laquelle ce dernier soulignait que les propriétaires ne pourraient jamais admettre l'existence des comités d'usine ou encore permettre aux travailleurs de participer à la gestion. Il plaçait ses espoirs dans une éventuelle intervention internationale qui arrêterait la propagation des idées de "révolu-

L'un des cas les plus célèbres fut celui de l'intervention du comité de l'usine la Nouvelle Parviainen qui sauva 1630 emplois. Quand la direction annonça ces licenciements, prétextant une pénurie de combustibles, le comité d'usine, soutenu par le soviet central, établit une commission d'enquête qui découvrit que les combustibles avaient été utilisés de manière techniquement irrationnelle, et qu'une réduction de 30% de la consommation pouvait être réalisée grâce à certaines modifications. Après une résistance initiale, le directeur fut finalement forcé d'accepter les recommandations de la commission. Le comité d'usine procéda alors à l'établissement d'instructions précises quant aux dépenses relatives aux combustibles pour chaque catégorie d'emploi. ¹²⁵

La fuite devant les responsabilités

[Retour à la table des matières](#)

Cependant, en dépit de ces développements, les comités d'usine restaient toujours aussi réticents à l'idée de prendre la responsabilité de la production ou de participer à la gestion. Une série de conférences tenues à Petrograd en octobre, incluant la conférence des représentants des comités d'usine et d'autres organisations ouvrières, le congrès pan-russe des comités d'usine et la conférence pan-russe des autorités navales et de l'artillerie, votèrent des résolutions en ce sens, limitant strictement les comités à une tâche de supervision par le biais de commissions de contrôle complètement séparées de la gestion. ¹²⁶

Il y avait un bon nombre de raisons justifiant cette position. En partie, c'était la crainte des comités d'usine d'être utilisés par des direc-

tion sociale", mais notait que même en l'absence d'intervention, "la famine et la défaite ramèneraient le peuple à sa raison".

¹²³ John Reed, *Dix jours qui ébranlèrent le monde*, Paris : Ed. sociales, 1957, pp. 30-31.

¹²⁴ *Rabotchii put'*, 8 octobre 1917 ; *Znamya trouda*, 30 septembre 1917.

¹²⁵ *Rabotchii put'*, 8 septembre ; *FZK II*, p. 17.

¹²⁶ *FZK II*, p. 119.

tions qui auraient pu leur faire endosser la responsabilité des fermetures sans pour autant leur donner les pouvoirs nécessaires au maintien de la production. C'était là, par exemple, une des raisons avancées dans une discussion au comité de l'usine Putilov sur une proposition faite par Pal'tchinski pour l'établissement d'une conférence permanente conjointe des travailleurs et des patrons afin de "*planifier tout le travail de l'usine*". ¹²⁷ Cinq sièges seulement étaient offerts au comité, soit une minorité, et aucune autre organisation ouvrière (comme le soviet central des comités d'usine, par exemple) ne pouvait y participer.

"Les entrepreneurs cherchent à présent par tous les moyens à faire en sorte que les ouvriers se fouettent eux-mêmes avec le knout. Sans pouvoir de contrôle véritable, nous ne devrions pas participer à cette instance. Quand il devint clair que le gouvernement (qui avait réquisitionné l'usine en 1916) ne pouvait pas se passer de nous et qu'il était en mauvaise posture, il est venu chercher notre appui. Mais nous le donnerons seulement quand il nous offrira les garanties que nous sommes les contrôleurs réels. Autrement, pourquoi devrions-nous mordre à l'appât qui nous est tendu ? Nous ne devons pas nous faire piéger". ¹²⁸

De plus, les "*ouvriers conscients*" étaient particulièrement sensibles au fait que la participation à la gestion impliquait une collaboration dans l'exploitation des travailleurs. A la conférence panrusse du syndicat des métallurgistes d'octobre, Gast'ev, membre du comité exécutif de la section de Petrograd, notait de façon un peu injuste "*une solidarité touchante (des comités d'usine) avec la direction*". ¹²⁹ Ryzanov, comme nous le notions plus haut, les décrivait comme d'involontaires "*agents de l'entrepreneur*." ¹³⁰

Mais la raison principale restait simplement la réticence des comités d'usine à prendre la responsabilité d'une tâche à laquelle ils ne se sentaient pas préparés. Tant que la direction capitaliste gérait l'usine

¹²⁷ Rab. Kon., p. 205 ; *Poutilovtsy v trekh pp. 386-391 ; Oktyabr'skoe voozruchennoe vosstanie v Petrograde*, M., 1957, p. 105 (dorénavant : Dok. Okt.).

¹²⁸ *Poutilovtsy pp. 386-391.*

¹²⁹ *Pervaya vserossiskaya Tarifnaya konferentsiya soyouza rabotchikh metal-listov*, L. 1918, p. 7.

¹³⁰ *FZK 11*, p. 192.

plus ou moins consciencieusement, ils préféraient de loin leur en laisser la responsabilité. Au congrès pan-russe des comités d'usine, Larine proposa que les comités d'usine délèguent un membre avec voix consultative dans chaque département de l'administration pour y surveiller l'exécution d'un plan économique qui serait conçu par un organisme économique central à la majorité des délégués ouvriers. Ceci devait théoriquement se produire après le remplacement du gouvernement de coalition par un gouvernement de démocratie révolutionnaire. Mais les militants du comité d'usine, comme Tchoubar', rétorquèrent que :

"Les membres du comité d'usine deviendraient alors un "renfort" que la direction pourrait utiliser comme appui supplémentaire alors qu'elle-même demeurerait hors du travail actif. De tels phénomènes ont déjà été observés dans les usines d'État. De plus, si les travailleurs entrent dans l'administration de l'usine, avec voix consultative seulement, à un moment critique (ce qui peut se produire n'importe quand), les travailleurs dirigeront tout leur mécontentement contre le comité d'usine et le blâmeront de ne pas avoir pris les mesures nécessaires pour éviter les problèmes dans la production. Tout cela sèmerait par conséquent le mécontentement chez les ouvriers eux-mêmes."

Tchoubar' proposa à la place d'en rester à la supervision par le biais des commissions de contrôle séparées de la direction. ¹³¹

Vers une intervention active

[Retour à la table des matières](#)

Les militants du comité d'usine se rendaient, bien entendu, compte qu'ils étaient de plus en plus forcés de dépasser la conception initiale du contrôle ouvrier. Toutefois ils considéraient cela plutôt comme des exceptions dues au contexte et se refusaient à en tirer des conclusions plus générales. Milyoutine ¹³², qui fit le rapport sur le contrôle ouvrier

¹³¹ *Ibid.*, p. 116.

¹³² Milyoutine, V. - Membre du Comité central bolchevik et économiste. Il s'opposa à l'insurrection d'octobre et fut en faveur d'une coalition socialiste, mais devint quand même le premier commissaire du peuple à l'agriculture.

au congrès pan-russe à la veille de la révolution d'octobre, reflétait cette position quand il observait :

"Beaucoup de camarades ont fait remarquer que les fonctions exécutives (rasporyaditel'nye) des comités d'usine n'ont pas été clarifiées dans les rapports. Ceci a été fait délibérément, les fonctions économiques (khozyaistvennye) étant seulement un mal inévitable qui ne doit pas être érigé en système". ¹³³

La résolution de Milyoutine obtint 65 voix contre 8. La résolution anarchiste pour une prise de possession immédiate des usines n'eut que cinq voix. ¹³⁴

Le "cours des choses lui-même" poussait les comités d'usine vers une intervention plus active dans la gestion. La pression de la base y joua un grand rôle. L'atmosphère dans les usines était on ne peut plus tendue et explosive face à l'aggravation de la crise économique et à la menace pressante d'un chômage massif. Les travailleurs cherchaient désespérément des mesures qui pouvaient sauver leurs usines et ils étaient beaucoup moins intéressés par les difficultés de la gestion d'une usine que leurs comités qui, eux, auraient à assumer cette tâche de façon directe. Le directeur de l'usine de construction navale de l'amirauté observait en octobre :

"sous la pression des travailleurs, une déviation des comités de leur tâche propre (pyamoi) et utile de supervision préliminaire (predvaritel'nyi) de l'administration, en d'autres termes, en direction de la gestion de l'usine". ¹³⁵

¹³³ *Ibid.*, p. 184.

¹³⁴ *Ibid.*, p. 186.

¹³⁵ Stepanov, op. cit., p. 134

Comités conservateurs, ouvriers militants

[Retour à la table des matières](#)

Par conséquent, certains comités d'usine commencèrent à se trouver en conflit avec les travailleurs lorsqu'ils essayèrent de les refréner ou de les avertir de ne pas aller trop loin - même si, à la fin, les travailleurs acquiesçaient souvent aux mots d'ordre de leurs représentants. À l'usine Vulkan, par exemple, les choses se précipitèrent en septembre. Il fut rapporté que, en plus d'avoir menacé de licencier et de fermer, d'avoir refusé d'introduire des améliorations techniques et de donner des informations aux travailleurs sur la situation réelle de l'usine, le directeur s'était comporté de manière *"insolente"* vis-à-vis du comité d'usine, usant d'expressions du genre *"gardez votre langue entre vos dents"*. C'était suffisant pour les ouvriers dans l'état d'esprit surchauffé de l'époque. Malgré l'opposition du comité d'usine, l'assemblée générale vota une motion renvoyant le directeur de l'usine dans les quarante-huit heures sinon *"l'assemblée générale dégagerait le comité d'usine de toute responsabilité quant aux actions que les travailleurs pourraient prendre vis-à-vis de la direction"*. Le comité d'usine réussit à contenir les travailleurs assez longtemps pour permettre l'intervention de l'État et d'organisations ouvrières plus larges pour mettre en place un contrôle sur la gestion. ¹³⁶

Dans son rapport au comité central du parti bolchevik du 16 octobre, Skrypnik, un membre du soviet central des comités d'usine, déclarait :

"On observe partout le désir de résultats concrets. Les résolutions ne suffisent plus. On sent que les leaders n'expriment plus entièrement l'état d'esprit des masses. Ils sont trop conservateurs. On note une croissance de l'influence des anarchistes dans les districts de Narva et de Moscou". ¹³⁷

¹³⁶ *Rabotchii put'*, 8 octobre 1917 ; *Znamya trouda*, 30 septembre 1917.

¹³⁷ Dok. Okt., p. 52.

La montée des anarchistes

[Retour à la table des matières](#)

C'est sur cette toile de fond qu'eut lieu une brève montée de l'influence anarchiste à l'automne et au début de l'hiver 1917, particulièrement dans les districts de Narva et de Moscou où on retrouvait de larges contingents d'ouvriers non spécialisés qui étaient récemment passés des rangs des socialistes-révolutionnaires à ceux des bolcheviks. Après la mobilisation politique intense qui avait entouré l'affaire Kornilov, un certain désenchantement vis-à-vis de l'activité politique s'installa : la situation économique se détériorait et allait à une véritable catastrophe à brève échéance, la récente participation politique de la majorité des travailleurs non spécialisés ne leur avait rien apporté de tangible. Dans ces conditions, le plaidoyer des anarchistes en faveur de l'action directe au niveau de l'entreprise, et leur silence à propos du pouvoir d'État trouva un certain écho. À une réunion du comité de Petrograd du parti bolchevik le 15 octobre, le délégué du district de Narva notait que *"les masses moins conscientes sont indifférentes à la politique"*. Dans le district de Petrograd : *"Là où notre influence est faible, il y a apathie politique. La lutte se déroule avec le comité d'usine"*. ¹³⁸

En fait, les travailleurs étaient de plus en plus mécontents des résultats du mouvement pour le contrôle ouvrier et des activités des comités d'usine, et cela particulièrement chez les militants des comités d'usine eux-mêmes. Alors que les comités d'usine avaient joué un rôle crucial pour préserver l'unité de la classe ouvrière industrielle de Petrograd, pendant beaucoup plus longtemps qu'il n'eût été possible si les industriels et le gouvernement provisoire avaient eu le champ libre, ils s'avérèrent toutefois incapables de redresser ou même de stabiliser la situation économique. Le contrôle ouvrier, pour sa part, comme instrument de supervision permanent de l'administration de l'entreprise et de ses livres, restait encore chose rare avant octobre. Il était présent surtout dans les usines d'État et dans quelques entreprises

¹³⁸ Pervyi legal'nyi pp. 313-317.

privées où les travailleurs avaient pu faire pencher la balance du pouvoir de leur côté, généralement en rouvrant une usine fermée par son propriétaire.

À une réunion du comité d'usine Putilov le 26 septembre, son président Glebov parla de la menace de 5000 licenciements imminents :

"La direction a renoncé et il est peu probable qu'elle en accepte le blâme, et c'est vraisemblablement nous qui devons faire cette sale besogne. Le blâme ici, bien entendu, repose sur ceux qui, en-haut (verkhy), ont refusé de nous autoriser à contrôler". ¹³⁹

Un autre ouvrier, Voitsekhovski, l'appuya :

"Nous devons réussir à obtenir le droit de contrôle, et il est grand temps que nous mettions fin à nos tergiversations sur les ateliers d'usine". ¹⁴⁰

L'inévitable État

[Retour à la table des matières](#)

La frustration était certes grande, et en général, les discussions revenaient toujours à la question du pouvoir d'État. Surkov, un délégué au congrès d'août des comités d'usine, se lamentait :

"Au premier congrès, nous espérions tenir le second dans un climat de victoire. Mais la vague révolutionnaire s'est arrêtée, et ceux pour qui cela est profitable ont été capables de l'exploiter. En conséquence, notre activité a été paralysée de façon très significative". ¹⁴¹

Au quatrième congrès en octobre, Egorov, le délégué du chantier naval Putilov, remarquait que le prochain congrès pan-russe des comités d'usine, bien qu'important, ne détenait pas la clé de la situation :

¹³⁹ *Poutilovtsy p. 380.*

¹⁴⁰ *Ibid., p. 390.*

¹⁴¹ *FZK II, p. 23.*

"Nous connaissons trop bien la vie dans les usines pour nier le besoin d'un congrès. Nous savons combien les comités d'usine peuvent souvent être sans recours, sachant comment prévenir un arrêt de la production dans les usines, mais ne possédant pas la possibilité d'intervenir. Le congrès peut offrir des directives très valables. Cependant, nous ne devons pas avoir l'illusion que le congrès nous sortira de l'impasse. Les directions privées et d'État sabotent la production, nous renvoyant à la Société des propriétaires d'usine et de fabriques. Ils sont encore puissants. Le congrès doit d'abord déterminer les obstacles qui empêchent l'action du peuple de sauver le pays. Ces obstacles sont placés devant nous par le gouvernement bourgeois. Seule la réorganisation du pouvoir d'État pourra nous donner la possibilité de développer notre action". ¹⁴²

Au congrès pan-russe, Skrypnik dit à ceux qui exprimaient leur déception face aux résultats plutôt mitigés de l'action des comités d'usine :

"Ils semblent se bercer d'illusions. Mais, dès le départ, notre congrès a déclaré que nous serions incapables d'établir un contrôle cohérent sous un gouvernement bourgeois. Le futur centre se verra dans la même situation, et parler d'une commission de contrôle sous un gouvernement bourgeois est impossible. En conséquence, la classe ouvrière ne peut contourner la question du pouvoir d'État, comme le camarade Renev (un délégué anarchiste) le recommande... Le congrès mettra sur pied un plan qui corresponde aux intérêts du prolétariat et toutes les organisations ouvrières devront lutter ensemble pour les conditions de sa réalisation". ¹⁴³

En faveur de l'insurrection

[Retour à la table des matières](#)

Ainsi, la question de la réglementation économique fut sans doute l'argument le plus puissant en faveur d'une insurrection immédiate et, comme telle, fut prépondérante dans l'élimination des craintes et des hésitations qui avaient paralysé une bonne partie de la classe ouvrière confronté à ce saut vers l'inconnu. La situation économique qui avait constitué le plus grand espoir de la contre-révolution, ne permit pas d'attendre même six semaines pour la tenue de l'assemblée consti-

¹⁴² *Ibid.*, p. 121.

¹⁴³ *Ibid.*

tuante, dont les élections avaient d'ailleurs été deux fois reportées par le gouvernement provisoire. Le 15 octobre, une réunion conjointe de l'exécutif du Conseil des syndicats de Petrograd avec les comités exécutifs syndicaux, du soviet central des comités d'usine, des représentants du gouvernement municipal et des partis politiques discuta de la situation du chômage et de l'approvisionnement en nourriture. Le portrait alors tracé était celui d'un barrage à la veille de céder. La coalition fut soumise à des critiques cinglantes pour sa politique d'obstruction et sa tendance à favoriser les classes possédantes. La réunion décida que :

"Le chômage, en hausse quotidienne, est causé par les conditions générales de l'économie capitaliste exacerbées par l'état de guerre. Il est également aggravé par toute la politique économique et financière du gouvernement de coalition, qui affaiblit systématiquement les organisations révolutionnaires-démocratiques et confie la gestion de la vie économique aux propriétaires terriens et aux capitalistes.

Considérant le transfert du pouvoir à la démocratie révolutionnaire, aux soviets des députés ouvriers, soldats et paysans, comme une condition indispensable au succès de la lutte contre la désorganisation économique et la crise alimentaire, cette assemblée propose les mesures suivantes pour atténuer la calamité du chômage..."

Parmi celles-ci figuraient le contrôle ouvrier sur l'industrie au niveau national, la législation sur la journée de huit heures, un plan de démobilisation de l'industrie, un programme de travaux publics, etc. ¹⁴⁴

À la réunion du comité central du parti bolchevik du 16 octobre, Schmidt donnait l'évaluation suivante de l'attitude des travailleurs vis-à-vis de l'insurrection :

"Étant donné les conditions économiques actuelles, on peut s'attendre à un chômage colossal dans un avenir proche. En conséquence, il nous faut être vigilant. Tout le monde accepte qu'en dehors de la lutte

¹⁴⁴ Dok. Okt., pp. 119-125.

pour le pouvoir, il n'y a pas d'issue à l'impasse actuelle. Ils exigent le pouvoir aux soviets". ¹⁴⁵

"Le contrôle ouvrier n'est pas encore le socialisme"

[Retour à la table des matières](#)

Mais tous les espoirs étant placés dans le transfert du pouvoir aux soviets, ce n'était encore que le contrôle et la réglementation qui étaient envisagés, et non la gestion ou la socialisation des usines. Skrypnik déclarait au congrès pan-russe :

"Le contrôle ouvrier n'est pas encore le socialisme. C'est seulement une des mesures transitoires qui nous rapprochera du socialisme". ¹⁴⁶

En réponse à la question de savoir si le contrôle ouvrier était possible en régime bourgeois, Larine expliquait :

"Ce n'est pas une question de révolution socialiste, mais de nouvelles méthodes de production et de leur supervision... Nous lions étroitement le contrôle à la réglementation de l'industrie. Nous disons donc que nos organisations démocratiques doivent créer un plan économique pour le pays tout entier. C'est seulement sur la base d'un tel plan qu'elles pourront s'assurer que le plan est bien suivi... Mais vous n'atteindrez rien en prenant possession des entreprises industrielles comme Zhouk (un délégué anarchiste) le propose". ¹⁴⁷

De façon similaire, Evdokymov répliquait à la proposition anarchiste de transfert des *"usines aux ouvriers, (de) la terre aux paysans"* :

"Demander le transfert de toutes les usines aux ouvriers est prématuré. Cela signifierait la transition à un système socialiste. Mais le temps du socia-

¹⁴⁵ *Ibid.*, p. 53.

¹⁴⁶ *FZK II*, p. 184.

¹⁴⁷ *Ibid.*, pp. 194-195.

lisme n'est pas encore arrivé. Notre révolution en Russie n'est pas socialiste, mais transitoire. La classe la plus importante en Russie demeure la paysannerie, et la paysannerie, une petite-bourgeoisie, est individualiste". ¹⁴⁸

À tous les congrès sans exception, la position anarchiste n'obtient jamais plus d'une petite minorité des voix.

Les espoirs investis dans le pouvoir soviétique pour qu'il fasse du contrôle ouvrier une réalité étaient encore basés sur la supposition d'une gestion capitaliste à contrôler. Cependant, la dynamique même de l'action des comités d'usine, même prise comme un "Il mal nécessaire à ne pas ériger en système", indique que cette supposition ne pouvait pas être considérée comme acquise. C'est donc dans cette optique que doivent être compris les appels faits après juillet en faveur des prises de contrôle par l'État des usines à la veille d'être fermées ou encore sabotées. ¹⁴⁹ En dernière analyse, tout ne se résumait-il pas, à la gestion de cet ouvrier de Dynamo :

"On nous dit que nous devons contrôler. Mais qu'allons-nous contrôler quand il n'y a déjà plus rien que des murs, que des murs nus ?"

Même quand il insistait que le contrôle n'était pas une prise de possession, Lévine lançait un avertissement :

"Il est possible que nous nous faisons en face à une grève générale des capitalistes et des industriels. Nous devons être prêts à prendre les entreprises entre nos mains pour annihiler la famine sur laquelle la bourgeoisie compte tellement comme force contre-révolutionnaire". ¹⁵⁰

¹⁴⁸ *Ibid.*, p. 43.

¹⁴⁹ Dok. Aug., pp. 207-208 ; *Rabotchii put'*, 20 septembre 1917.

¹⁵⁰ *FZK* 1, p. 269.

L'empire russe en 1914.

"Nous manquons de personnes qualifiées"

[Retour à la table des matières](#)

À un certain niveau de conscience, le plus proche de la pratique, il y avait en effet une compréhension grandissante de la tournure que prenaient les événements. Mais, à un niveau plus théorique, la conscience persistait à s'attacher à la conception initiale, essentiellement démocratique, de la révolution, surtout, comme nous l'avons déjà souligné, parce que les travailleurs craignaient les responsabilités de la gestion de l'économie. *"Le tsarisme a tout fait pour ne pas nous préparer"*, se plaignait un délégué ouvrier au congrès d'août des comités d'usine. *"Et naturellement, partout, dans les instances politiques et économiques, nous manquons de personnes qualifiées"*.¹⁵¹ C'était là le thème le plus courant du congrès. Cependant, parallèlement à cette peur, il y avait une volonté encore plus forte de ne pas céder, de dé-

¹⁵¹ FZK 1, p. 188.

fendre la révolution jusqu'au bout. Maksimov de l'usine de radio, de téléphone et de télégraphe s'adressait au congrès en ces termes :

"La bourgeoisie comprend parfaitement la situation et elle s'est exprimée très clairement par la bouche de Ryabouchinski, qui leur conseillait d'attendre que la faim nous prenne à la gorge et réduise à néant tout ce que nous avons gagné. Mais s'ils veulent nous prendre à la gorge, nous saurons nous défendre. Si nous périssons, ce sera au moins dans une bataille honnête, et nous ne reculerons pas devant cette lutte". ¹⁵²

¹⁵² *Ibid.*, p. 206.

David Mandel (1993)

Comités d'usine et contrôle ouvrier à Petrograd en 1917.

V

Après octobre : du contrôle à expropriation

[Retour à la table des matières](#)

La prise du pouvoir par les soviets constitua une rupture dans la façon de penser le contrôle ouvrier, et cela, malgré la continuité dans la pratique des comités d'usine. La conception du contrôle d'avant octobre, une supervision exercée par les représentants des travailleurs, demeurait complètement séparée de la gestion. Le rejet répété de la responsabilité de la production fut abandonné. Les comités, fermement appuyés par les travailleurs, revendiquèrent le droit d'intervenir de façon large et active, en fait, de participer de façon régulière et décisive dans la gestion des usines.

Repoussant la position "des camarades de droite", tenue par les bolcheviks modérés à la tête des syndicats nationaux, ils s'opposèrent de toutes leurs forces à la parité des représentants ouvriers et patronaux au sein des organismes de contrôle et soulignèrent la nécessité pour les décisions des comités d'usine (pas seulement celles des hautes instances syndicales et gouvernementales) d'être contraignantes pour

le patronat. ¹⁵³ Contre la définition au sens étroit (d'avant octobre) du contrôle ouvrier de Larine comme étant une supervision "passive" (*"la commission de contrôle ne participe pas à la gestion de l'entreprise et ne porte pas de responsabilité pour son travail et son activité, qui demeure celle du propriétaire"*. ¹⁵⁴), définition endossée par le conseil pan-russe des syndicats, le document préliminaire sur le contrôle ouvrier du soviet central des comités d'usine proposait une conception -nouvelle du contrôle comme pouvoir d'intervention large et direct dans la gestion sur une base systématique :

"Le contrôle ouvrier de l'industrie, comme partie intégrante du contrôle de la vie productive entière du pays, ne doit pas être conçu dans le sens étroit d'inspection (reviziya), mais au contraire dans le sens large d'intervention dans le dispositif du capital, de l'inventaire, des matières premières et des biens finis de l'entreprise ; (dans le sens) d'une supervision active de l'exactitude et de la rationalité de l'exécution des commandes (zakazy), de l'utilisation de l'énergie et de la force de travail, et de la participation dans l'organisation de la production même sur une base rationnelle, etc." ¹⁵⁵

Au congrès des délégués du syndicat des métallurgistes de Petrograd et des représentants des comités d'usine, une série d'intervenants conseillèrent vivement le rejet de la version de Larine parce qu'elle *"liait les mains des travailleurs et les rendait virtuellement maîtres de l'usine"*. ¹⁵⁶

Le barrage économique cède

[Retour à la table des matières](#)

Les causes de ce changement soudain sont faciles à comprendre. Frustrés par les résultats limités obtenus par le contrôle ouvrier sous le gouvernement provisoire, les travailleurs avaient attendu avec impatience un transfert du pouvoir qui les libérerait. Octobre libéra donc

¹⁵³ Novaya zhizn', 9 novembre 1917.

¹⁵⁴ Izvestiya, 17 décembre 1917 ; Rab. Kon., p. 341.

¹⁵⁵ Natsionalizatsiya promyshlennosti SSSR, M., 1954, p. 78 ; Izvestiya, 7 décembre 1917.

¹⁵⁶ Metllist, no 1, p. 13.

une grande quantité d'énergie accumulée dans ce domaine. Au même moment, le "barrage" économique cédait et la crise frappait de plus belle la production et l'emploi. Déjà le 1er janvier 1918, la force de travail dans l'industrie était tombée à 339.641 personnes par rapport à 406.312 l'année précédente. Dans l'industrie métallurgique, le déclin fut encore plus dramatique, l'emploi passant de 246.679 à 197.686. ¹⁵⁷ L'essentiel de cette baisse se produisit dans les deux mois qui suivirent la prise de pouvoir. ¹⁵⁸

Le problème posé était le même que celui d'avant octobre. "*Comment allez-vous contrôler des usines qui ferment*", demandait un délégué au congrès de novembre des comités d'usine à Pétrograd. ¹⁵⁹ Le 22 novembre, le comité de l'usine Metallitcheski envoya la note suivante au directeur :

"Étant donné L'intention persistante de la direction de détruire l'entreprise, nous, les ouvriers et employés, sommes dans l'obligation de défendre notre droit à un travail et une vie libre, et sur la base de la loi nous avons créé un directoire ouvrier (commission de contrôle exécutif) pour une gestion conjointe avec la direction". ¹⁶⁰

Le problème et la dynamique étaient fondamentalement les mêmes qu'avant octobre ; seulement, désormais, il n'était plus possible de considérer le besoin d'une intervention régulière comme l'exception, "*un mal nécessaire ne devant pas être érigé en système*". Après octobre, les comités d'usine étaient bien déterminés à le voir se transformer en système.

¹⁵⁷ *Materialy po statistike trouda severnioi oblasti*, vyp., V, Petrograd, 1918, p. 33. Voir aussi *Novaya Zhizn'*, 26 mai 1917 et *Metallist*, no 9-10, 1918, p. 23.

¹⁵⁸ Dok. Okt., p. 120-123.

¹⁵⁹ *Znamya trouda*, 17 novembre 1918. Voir également *Izvestiya*, 21 novembre 1917.

¹⁶⁰ Rab, *Kon.*, p. 285.

Les "camarades de droite"

[Retour à la table des matières](#)

Les "camarades de droite" s'y opposèrent pour deux raisons étroitement liées. Premièrement, ils jugeaient que le contrôle devait être construit par le centre, en commençant par une agence de planification nationale et un plan national dont l'exécution serait supervisée par les comités d'usine. Donner de tels pouvoirs indépendants aux comités d'usine était perçu comme une déviation anarchiste qui favorisait les intérêts particuliers d'une usine individuelle aux dépens de ceux de l'industrie et de l'ensemble de la classe ouvrière.

En théorie, leurs arguments avaient des mérites considérables. Mais les militants des comités d'usine et les travailleurs qu'ils représentaient n'étaient cependant ni motivés par des considérations anarchistes ni opposés à une réglementation centrale. Au contraire, toutes les résolutions votées sur le contrôle ouvrier à chacun des congrès des comités d'usine tenus à Petrograd en 1917 et après, soulignaient que le contrôle ne pouvait être efficace que dans le cadre d'un système national de réglementation économique. Seulement le fait demeure que dans les premiers mois du pouvoir soviétique, il n'y avait tout simplement pas au niveau central d'organismes économiques adéquats, non parce que les travailleurs y étaient opposés, mais parce qu'ils ne pouvaient pas être créés du jour au lendemain. Leur constitution étant d'autant plus difficile que la vieille bureaucratie d'État s'était mise en grève, et était suivie dans son boycott par la grande majorité de l'intelligentsia (l'intelligentsia de gauche incluse).

C'est là la raison pour laquelle Milyoutine, lui-même loin d'avoir des penchants anarchistes, défendit la loi votée par le comité exécutif central des soviets le 14 novembre contre les critiques de Lozovs-

ki. ¹⁶¹ Idéalement, avouait-il, l'ébauche d'un plan économique général et la création d'une structure nationale devraient avoir précédé l'établissement du contrôle. *"Mais la vie requiert une intervention immédiate ... et nous devons pour le moment sacrifier un développement plus systématique"*. Aussi, sur la question de l'organisation du contrôle par le *"haut"* ou par le *"bas"*, il fut décidé de commencer avec ce qui existait déjà, les comités d'usine et leur soviet central, auxquels on ajouta des représentants des syndicats et des soviets. ¹⁶²

"Confusion au centre"

[Retour à la table des matières](#)

Le *"manque de forces"*, particulièrement au centre, fut l'un des principaux thèmes du sixième congrès des comités d'usine de Petrograd vers la fin de janvier 1918. Le délégué de l'usine Baranovski y exprima sa consternation de n'avoir trouvé à son arrivée au conseil suprême de l'économie nationale *"que dix à vingt personnes là où il y aurait dû en avoir une centaine"*. Un autre travailleur commentait : *"N'étant pas un anarchiste, quand je vois la confusion au centre, j'en deviens involontairement un"*. Répondant au nom du soviet central, Zhivotov admettait que les critiques étaient fondées, mais qu'il n'y avait tout simplement pas assez de personnes qualifiées. Même les membres du soviet central ne pouvaient pas toujours être présents à ces réunions. ¹⁶³

L'économiste menchevik-internationaliste Bazarov résuma les options possibles pour le gouvernement soviétique à la fin janvier de la façon suivante :

"Ou bien passer un accord avec la classe des capitalistes ou bien organiser la production avec les forces du pouvoir d'État. On doit dire que ni la première ni la seconde alternative ne sont vraiment possibles pour le gouver-

¹⁶¹ Lozovski, A. - Bolchevik et dirigeant syndicaliste. Il s'opposa à l'insurrection d'Octobre. Il fut plus tard chef de l'Internationale rouge des syndicats (Profintern).

¹⁶² *Izvestiya*, 16 novembre 1917 ; *Znamya truda*, 16 novembre 1917.

¹⁶³ *Novaya zhizn'*, 16 janvier 1918.

nement : la première pour des raisons politiques ; la seconde à cause de son incompétence dans les faits". ¹⁶⁴

C'était là une évaluation raisonnable de la situation dans les premiers mois du gouvernement soviétique. Et c'est précisément pour-quoi la position des comités d'usine l'emporta, au grand chagrin de Bazarov, avocat d'une "*planification d'État*" qui n'aurait laissé que peu de place à l'intervention directe des travailleurs dans la gestion des usines.

Comités d'usines contre économie nationale

[Retour à la table des matières](#)

Cela ne veut toutefois pas dire que les accusations d'égoïsme centré sur l'usine (*mestnitchestvo*) portées contre les comités d'usine étaient sans fondement, particulièrement après que les instances centrales eurent été mises en place. Le problème fut soulevé, par exemple, dans le rapport du mois de juin 1918 de la section du métal du Conseil de l'économie nationale pour la région du Nord :

"La section a également eu des altercations avec les organisations ouvrières, les comités d'usine en particulier. Les comités, ne prenant rien d'autre en considération, défendant les intérêts de leur propre clocher, cherchant à se procurer simultanément plusieurs subventions ou avances, alors que l'argent n'est donné qu'après une étude minutieuse de l'entreprise. Les comités tentent coûte que coûte de remettre en opération les usines fermées même si cela n'est pas justifié objectivement à cause du manque de combustibles ou de l'absence d'un besoin immédiat pour ce type de production. Les données que nous recevons autant des comités d'usine que de la direction sont le plus souvent biaisées... Les comités d'usine, ne prenant rien d'autre en considération, assiègent les autorités et les institutions, saisissent des commandes, et sans permission, sans l'autorisation du Conseil de l'économie nationale de la région du Nord, ouvrent les usines. Malheureusement, la majorité de ces commandes ne sont pas réalisables objectivement, d'autant plus qu'elles désorganisent considérablement le travail de la section et que beaucoup d'usines ne sont pas conçues pour les types de

¹⁶⁴ *Ibid.*, 31 janvier 1918.

production en demande... La section du métal devra intervenir dans ce travail, prendre les commandes sous sa juridiction et, en accord avec les intérêts du mécanisme général de l'État, les réorganiser. Tout cela ne se fera pas sans une lutte du gouvernement des travailleurs avec les organisations ouvrières". ¹⁶⁵

Les comités d'usine démontrèrent en effet un grand zèle, l'esprit d'initiative et de la créativité dans la défense de leurs usines. ¹⁶⁶ Ceci avait cependant peu à voir avec l'anarchisme. Dans l'austère réalité économique de 1918, avec l'extrême pénurie de matières premières et de combustibles et le marasme général de la vie économique, il était sans doute inévitable que l'objectif qui avait guidé l'activité des comités d'usine depuis le début entre de plus en plus en conflit avec les intérêts d'ensemble de l'économie vus depuis le centre. (Notons au passage qu'une bonne proportion des gens qui allaient constituer les effectifs du Conseil de l'économie nationale provenaient du soviet central des comités d'usine).

Dernière résistance de l'entreprise privée

[Retour à la table des matières](#)

Derrière les accusations d'anarchisme (explicites dans le cas des mencheviks, mais plus voilées chez les camarades bolcheviks "de droite") on retrouvait une autre considération. Non seulement le "contrôle actif" était-il anarchique, mais il était perçu comme incompatible avec le maintien de l'entreprise privée, au moins dans la mesure où il représentait une telle remise en cause des propriétaires que ces derniers choisiraient probablement de fermer boutique. C'est, en effet, dans ces termes que les employeurs expliquèrent leur préférence pour la position de Larine. Le rapporteur sur la question du contrôle ouvrier à la réunion du 25 janvier de la section de Petrograd de la Société pan-russe des manufacturiers du cuir résumait ainsi les discussions :

¹⁶⁵ Rab. Kon., pp. 345-347.

¹⁶⁶ Natsionalizatsiya prom. SSSR., p. 99.

"La lutte entre les deux courants du milieu ouvrier n'est pas encore finie. D'un côté, nous avons le courant anarchiste représenté par les comités d'usine ; de l'autre, un système de transition graduel au socialisme d'État sur la base du système capitaliste existant. Le second courant est soutenu par tous les membres actifs du mouvement syndical. En évaluant la question de savoir qui peut sauver l'industrie d'une désintégration totale et finale, on peut dire sans exagération qu'actuellement le seul allié de l'industrie dans la lutte entre les éléments anarchistes et les travailleurs conscients sont les organisations syndicales". ¹⁶⁷

Il serait certes naïf de croire ici que les industriels aient été partisans d'une forme quelconque de socialisme, fût-ce dans sa version "étatique". Toutefois, la transition au "*socialisme d'État*" promettait d'être longue, et dans l'intervalle, les droits de propriété seraient respectés et, enfin, qui pouvait savoir, la transition pouvait fort bien être interrompue par une contre-révolution. La réunion endossa unanimement la proposition de Larine sur le contrôle ouvrier "comme quelque chose dont nous pouvons nous accommoder". Le rapporteur cita avec approbation un article de *Novaya zhizn'* qui affirmait que la révolution russe était bourgeoise et qu'elle devait, en conséquence, respecter la propriété privée :

"Dans les circonstances actuelles, il est seulement possible de réaliser la "réglementation d'État" par une participation des travailleurs au contrôle, mais en maintenant la base capitaliste privée de l'entreprise, c'est-à-dire la propriété privée des moyens de production et le profit". ¹⁶⁸

Contrôle : un concept dépasse.

[Retour à la table des matières](#)

En fait, le contrôle, dans la forme prévue par les comités d'usine et particulièrement dans les conditions de la Russie à cette époque, n'était pas compatible avec le maintien de l'entreprise privée. L'utilisation prolongée du terme "*contrôle*" dans le projet du soviet central est anormale, car il ne s'agissait plus du contrôle, mais bien d'une sorte de cogestion, sinon davantage. (Ainsi, les travailleurs de l'usine Metallit-

¹⁶⁷ Voir, e.g., pp. 82-86.

¹⁶⁸ Rab. Kon., pp. 345-347 ; *Novaya zhizn'*, 5 décembre 1917.

cheski "*créèrent un directoire ouvrier, une commission de contrôle exécutive (!), pour une gestion conjointe avec la direction*"). Cet attachement tenace à des concepts dépassés reflète encore une fois le fait que les travailleurs furent véritablement entraînés dans cette voie par le flot des événements et par leur désir de sauver leurs usines. C'était là le motif principal, et non le désir d'en finir avec le capitalisme et de prendre possession des usines. Fondamentalement, ils agirent à partir du manque d'alternatives. C'est ce qui explique l'utilisation prolongée de concepts associés à la révolution démocratique à un moment où celle-ci était déjà dépassée.

En effet, les faits indiquent que même à cette date, quand l'introduction du contrôle (dans le sens nouveau ou ancien) menaçait de provoquer le départ d'une direction qui plus ou moins était disposée à faire fonctionner l'entreprise, les travailleurs préféraient ne pas lui forcer la main plutôt que de devoir assumer la responsabilité de la production. En janvier, le comité de l'usine des téléphones Erikson rapportait au soviet central des comités d'usine que la direction avait coopéré dans l'obtention de combustibles et de matières premières, mais qu'elle avait catégoriquement refusé de fournir des rapports sur la situation financière et économique de l'entreprise et avait même menacé de démissionner avec l'ensemble du personnel administratif. Pour "*éviter des complications prématurées qui pourraient causer un arrêt temporaire*", le comité d'usine décida de ne pas exercer son droit légal à ce stade. Novaya zhizn' commenta l'événement en l'approuvant ;

"On doit noter que le comité d'usine d'Erikson, agissant en contact étroit avec la direction, fait un usage très intelligent du décret sur le contrôle ouvrier, sans surestimer l'état de ses forces. Ainsi, par exemple, il a gelé tous les actifs financiers de la société par actions et ainsi empêché leur retrait de l'entreprise et leur transfert à l'étranger. En même temps, le comité d'usine ne s'ingère d'aucune façon dans les prérogatives économiques de la direction". ¹⁶⁹

Or, l'usine Erikson était l'une des usines les plus radicales du district de Vyborg. De même, une entente fut conclue à l'usine chimique de Tenteleevski, entente par laquelle les travailleurs reconnaissaient à

¹⁶⁹ Ibid., 23 janvier 1918.

réunion où elle fut sérieusement rabrouée. *"Quoi, ne sais-tu pas que nous ne pouvons pas diriger sans spécialiste ?"* Elle fut alors remplacée par un autre travailleur. ¹⁷¹

À la fabrique de tricot Kersten, ce fut plus compliqué. Le propriétaire avait de toute évidence fait de la spéculation avec les produits finis, ignorant la commission de contrôle dans ses transactions financières. Aussi cette dernière plaça-t-elle un garde devant le bureau du caissier. Le conflit s'amplifiant, le directeur et le comptable en chef furent mis aux arrêts par les travailleuses. Cette violence entraîna une grève des employés. L'assemblée générale des travailleuses décida de continuer la production sans leur présence, en dépit des exhortations au compromis lancées par les représentants de l'exécutif du syndicat des travailleurs du textile. Au bout de trois jours cependant, face aux difficultés rencontrées, les travailleuses adoptèrent une attitude un peu plus conciliatrice. Un accord fut finalement conclu limitant le contrôle à sa définition étroite et son exécution aux instructions des autorités économiques supérieures. La conclusion de cette affaire n'empêcha pas le propriétaire de disparaître peu de temps après avec 40.000 roubles en or provenant des coffres de l'usine. ¹⁷²

La transition vers les nationalisations

[Retour à la table des matières](#)

Le contrôle ouvrier après octobre, dans son sens étroit ou large ne fut, en pratique, qu'une mesure transitoire vers l'élimination complète de la gestion capitaliste. Même quand le sixième congrès des comités d'usine, le 27 janvier 1918, défendait le concept large du contrôle contre les partisans de Larine, il appelait le gouvernement soviétique à mettre en place immédiatement un dispositif technique pour préparer le transfert de toutes les entreprises à l'État. Ces entreprises devaient

¹⁷¹ Perazitch, *op. cit.*, p. 104.

¹⁷² *Ibid.*, p. 107.

être dirigées par les comités ouvriers sous la direction des Conseils de l'économie nationale. ¹⁷³

La logique inhérente à la situation depuis le début se manifestait donc pleinement, car à partir de janvier 1918 il était devenu clair que dans la majorité des cas (et tout particulièrement dans la métallurgie) le cadre envisagé pour le contrôle, c'est-à-dire une gestion capitaliste intéressée à la bonne marche de l'entreprise, n'existait plus. La Société des propriétaires d'usine et de fabriques de Petrograd avait officiellement décidé que les propriétaires devraient abandonner les usines où le contrôle ouvrier serait appliqué. ¹⁷⁴ Les cadres des usines ne montrèrent guère plus de volonté de coopération. ¹⁷⁵ En fait, quand on demanda sa position à un représentant de la Société des propriétaires d'usine et de fabriques sur les fermetures à une réunion de la section en cuir, il répondit que *"partir n'est concevable que pour les entreprises manquant de ressources, mais ne l'est absolument pas lorsque l'entreprise représente encore une certaine valeur pour le propriétaire"*. ¹⁷⁶ De toute apparence, dans les conditions économiques et politiques d'alors, la plupart des propriétaires décidèrent que leurs usines ne représentaient pas un intérêt économique suffisant pour les garder ouvertes.

C'était particulièrement le cas de l'industrie métallurgique, qui, à la mi-décembre, fut temporairement fermée par le gouvernement pour un mois, en vue de préparer les usines à la démobilisation et à la production de temps de paix. À la fin du mois cependant, il devint clair que la plupart des usines ne pourraient pas rouvrir leurs portes comme prévu. Dans bien des cas, la direction, ainsi que le personnel technique, refusèrent de participer à la démobilisation. Le plus gros de l'industrie métallurgique dépendait largement des commandes militaires de l'État. Avec la transition à une économie de paix, les patrons perdaient là tout ce qui leur restait d'intérêts économiques dans leurs usi-

¹⁷³ *Natsionalizatsiya prom. SSSR*, pp. 345-346.

¹⁷⁴ *Rab. Kon.*, pp. 346-347.

¹⁷⁵ N. Lampert, *The Technical Intelligentsia and the Soviet State*, Londres : Macmillan, 1979.

¹⁷⁶ *Rab. Kon.*, pp. 346-347.

nes. La démobilisation fut l'occasion de nombreuses demandes de nationalisation par les usines. ¹⁷⁷

¹⁷⁷ *Novaya zhizn'*, 4/17 février 1918 ; *Pravda*, 31 janvier 1918.

"La seule solution"

[Retour à la table des matières](#)

L'opinion dominante à la base était résumée dans une lettre du comité de l'usine Vulkan du 23 mars. Ce dernier avait mené une lutte de tous les instants avec la direction depuis le début de l'été 1917 :

"Le comité d'usine, après avoir discuté ... de toute la politique de la direction, en est venu à la conclusion suivante :

Toute la politique de la direction, du 1er juillet 1917 à aujourd'hui, a été menée avec l'intention délibérée de fermer l'usine (voir les circulaires de la direction). Si cette dernière n'est pas déjà fermée, le crédit en revient à l'initiative du seul comité d'usine qui dans son action, rencontrant à tous moments des difficultés énormes, a mené sa propre politique dans un effort pour maintenir la vie de l'usine. Le comité d'usine considère que le contrôle que la direction est Prête à accepter ne serait qu'un palliatif puisque le maître restera encore la direction et que la responsabilité de la conduite des affaires de l'usine restera entièrement sur les épaules de la commission de contrôle, et, par conséquent, le double pouvoir ne sera pas éliminé. Le comité d'usine considère que la seule solution est la nationalisation de l'usine, et cette pétition ne fait que le réitérer". ¹⁷⁸

Même Larine fut finalement converti. (Il allait bientôt devenir un des instigateurs de la conception la plus utopique du communisme de guerre). En juin 1918, il déclarait au congrès du syndicat des métallurgistes :

"Dans beaucoup de cas, nous avons retardé le moment de la gestion totale des entreprises et nous nous sommes limités au contrôle. Mais tous nos efforts ont été vains. Dans la situation actuelle, aucune des forces en présence ne peut (et souvent ne veut même pas) diriger l'économie... Maintenant, il n'y a qu'une seule voie possible : ou bien nous allons de l'avant ou nous disparaissions. Nous devons abandonner l'idée d'un contrôle ouvrier

¹⁷⁸ *Nats. prom. SSSR, pp. 350-351.*

et, que nous le voulions ou non, aller vers un système de gestion totale des entreprises et prendre ainsi la tête de l'économie du pays". ¹⁷⁹

Au moment où fut faite cette déclaration, il ne restait plus grand chose à gérer à Petrograd. Entre le 1er janvier et le 1er mai 1918, la force de travail industrielle chuta encore de 339.641 personnes à 142.915 (et encore plus dans la métallurgie), et la baisse ne s'était pas encore arrêtée. ¹⁸⁰

Dans son pamphlet intitulé "Du contrôle ouvrier à la gestion ou-
vrière de l'industrie et de l'agriculture", publié en 1918, I. Stepanov
souligne la dynamique qui mena des travailleurs à la révolution so-
ciale :

¹⁷⁹ Novaya zhizn', 21 janvier 1918.

¹⁸⁰ Materialy po statistike trouda Severnoi Oblasti, op. cit., p. 23.

"Les conditions étaient telles que les comités d'usine devinrent les seuls maîtres des entreprises. C'était le résultat de toute l'évolution de notre révolution. C'était la conséquence inévitable de la lutte des classes en plein développement. Le prolétariat ne pencha cependant dans cette direction que dans la mesure où les circonstances ly poussèrent. Il n'avait qu'à faire ce que, dans la situation d'alors, il lui était impossible de ne pas faire."

"Nous n'avons pas le choix"

[Retour à la table des matières](#)

Mais, continua-t-il, le prolétariat prit trop de temps à parvenir au contrôle réel. Les comités d'usine agirent souvent comme les héritiers des capitalistes. Il était bien entendu naturel à ces derniers de concevoir leur première tâche comme étant d'aider les travailleurs à traverser cette période difficile. Mais ce faisant, ils rendirent souvent plus difficile la lutte contre la crise. Des mesures décisives étaient requises, et, *"aussi terrible que cela ait pu paraître à beaucoup"*, elles impliquaient le retrait total des capitalistes du monde des affaires.

"Oui, des *"expériences socialistes"* comme nos opposants ironisent. Oui, nous devons le dire franchement : ce que la classe ouvrière de Russie doit faire maintenant, c'est chasser les capitalistes et relancer toute l'industrie sur une nouvelle base socialiste. Ce n'est pas là une *"théorie fantaisiste"* ou encore un acte de *"volonté pure"*. Nous n'avons pas le choix, et puisqu'elle est réalisée par la classe ouvrière et que les capitalistes sont chassés au cours de la lutte révolutionnaire, cette réglementation ne peut être que socialiste.

Tout cela doit être dit, et de façon directe. Aussi, ce que nous avons fait jusqu'à présent, poussés par les événements, de manière hésitante, non systématique, nous verrons à le faire dorénavant consciemment, systématiquement en regardant à plus long terme".

"Cela sera-t-il une autre Commune de Paris ou nous mènera-t-il au socialisme mondial ?", demandait-il. Tout dépend des conditions internationales. "Mais nous n'avons absolument pas le choix". ¹⁸¹

Ce passage reflète à quel point la conscience avait rejoint la pratique. À ce moment, le contenu social de la révolution cessa d'être perçu principalement comme une série de mesures pratiques, ad hoc, destinées à protéger la révolution démocratique, et devint la révolution socialiste, même si son avènement n'en restait pas moins une question de nécessité. Le sort de la révolution en Russie était encore lié aux révolutions à venir dans les pays occidentaux développés. Mais si les facteurs internationaux rendaient concevable une révolution socialiste en Russie en 1918, il est quand même nécessaire de souligner ici que la dynamique qui y amena les travailleurs fut particulière à la Russie.

¹⁸¹ I. Stepanov, *Ot rabotchego kontrolya do rabotchego upravleniya v promyshlennosti i zemledelii*, Petrograd, 1918, pp. 4-14.

David Mandel (1993)

Comités d'usine et contrôle ouvrier à Petrograd en 1917.

Conclusion

La dynamique révolutionnaire

[Retour à la table des matières](#)

Le fossé entre la conscience (ou "théorie") et la pratique qui caractérisa le mouvement ouvrier en 1917 fut l'expression de la nature pragmatique et essentiellement défensive du processus qui devait mener les travailleurs d'une conception démocratique à une conception socialiste de la révolution. Cette évolution ne fut pas le résultat d'une offensive propagandiste des bolcheviks et encore moins d'emportements millénaristes ou anarchistes. En effet, le rôle minime joué par de tels facteurs renforce l'idée que le contenu social de plus en plus radical de la révolution ne fut pas un accident historique : ce fut un processus ayant des racines profondes dans la société russe d'avant la révolution.

"Ce n'est pas une "théorie fantaisiste" ou encore un acte de "volonté pure". Nous n'avons pas le choix." Stepanov répondait ainsi à l'argument traditionnel des mencheviks contre la prise du pouvoir par les travailleurs dans la révolution démocratique : ces derniers tentaient des "expériences socialistes" pour lesquelles il n'y avait aucune base objective dans la Russie arriérée. Ils aliéneraient du même coup la bourgeoisie libérale et mèneraient en définitive la révolution à la défaite. Dans ce Cahier, j'ai affirmé que le caractère de plus en plus

social de la révolution ne fut pas le résultat d'un empressement quelconque des travailleurs à procéder à des "expériences socialistes", mais l'expression de leur volonté de défendre la révolution démocratique contre ce qu'ils percevaient comme une menace de contre-révolution venant de la bourgeoisie.

De tous les théoriciens, c'est Trotsky qui, quoique n'ayant pas prévu le déroulement précis de la révolution, put néanmoins, sur la base de 1905, en saisir la dynamique essentielle. Tout en partageant l'avis des bolcheviks que la bourgeoisie s'opposerait à la révolution démocratique plutôt que de la diriger, il rejetait du même coup leur *"dictature démocratique des travailleurs et des paysans"*. Il écrivait en 1906 :

"... On ne peut parler de je ne sais quelle forme spéciale de dictature du prolétariat dans la révolution bourgeoise, d'une dictature "démocratique" du prolétariat (ou du prolétariat et de la paysannerie)." Il prédisait : "Une fois que le prolétariat aura pris le pouvoir, il se battra pour ce pouvoir jusqu'au bout..."

"Prenons la question de la journée de huit heures. Comme on sait, cette revendication n'est nullement en contradiction avec l'existence des rapports de production capitalistes... Mais supposons son introduction en période révolutionnaire, donc en période où les passions de classe sont exacerbées : il est hors de doute qu'elle provoquerait une résistance organisée et résolue des capitalistes qui prendraient, par exemple, la forme de lock-out et de fermetures d'usines.

Des centaines de milliers de travailleurs se retrouveraient à la rue... Pour un gouvernement ouvrier, il n'y aurait qu'une issue : exproprier les usines fermées, réorganiser leurs productions sur une base socialiste...

Prenons un autre exemple. Le prolétariat au pouvoir ne pourra que recourir aux mesures les plus énergiques pour résoudre le problème du chômage... Mais... cela signifie une modification immédiate et substantielle du rapport de forces économiques en faveur du prolétariat. Les capitalistes qui, pour opprimer les ouvriers, s'appuient toujours sur l'existence de l'armée de réserve des travailleurs, se sentiraient réduits à l'impuissance économique, au moment même où le gouvernement révolutionnaire les réduirait à l'impuissance politique...

Il ne restera plus alors aux capitalistes d'autre recours que le lock-out, c'est-à-dire la fermeture des usines. Il est tout à fait clair que les em-

ployeurs peuvent supporter beaucoup plus longtemps que les ouvriers l'arrêt de la production... Il n'y aura donc, pour un gouvernement ouvrier, qu'une seule réponse possible à un lock-out général : l'expropriation des usines et l'introduction, au moins dans les plus grandes, de la production étatique et communale". ¹⁸²

La nature de la société pré-révolutionnaire

[Retour à la table des matières](#)

Les racines de la dynamique socio-politique de la révolution de 1917 doivent finalement être recherchées dans la nature spécifique de la société russe pré-révolutionnaire, société industrialisée mais encore arriérée, dans laquelle une puissante classe ouvrière, quoique numériquement faible, constituait la force dominante de la révolution démocratique face à une bourgeoisie faible et timorée, fortement dépendante de l'État autocratique pour le maintien de sa domination économique.

L'année 1905 laissait déjà entrevoir cette dynamique. Face à la campagne ouvrière pour l'introduction universelle de la journée de huit heures, les industriels, apeurés par la tournure "sociale" des événements, las des grèves, et tentés par les concessions limitées offertes par le tsar, mirent fin à leur bref "flirt" avec la révolution démocratique et s'associèrent à l'autocratie dans le lock-out massif d'automne 1905 des travailleurs de Petrograd. C'est cela qui, en fin de compte, marqua la fin du mouvement démocratique national large et le début de l'isolement de la classe ouvrière de la Russie des classes dominantes.

Dans la montée ouvrière de 1912-14, les choses étaient beaucoup plus claires. À la consternation des mencheviks, les aspects politiques et économiques du mouvement de grève devinrent pratiquement indis-

¹⁸² L. Trotsky, *Bilan et perspectives*, Paris : Éditions de Minuit, 1962, pp. 65-68.

sociables. ¹⁸³ Tout cela était aussi vrai de l'autre côté : le capital et l'État collaborèrent de façon étroite contre les aspects à la fois politiques et économiques de la lutte ouvrière. C'est dans ce contexte que l'exigence de politesse dans les échanges verbaux, qui était au cœur même des aspirations des travailleurs à la veille de la guerre, était perçue par tous comme fondamentalement politique.

¹⁸³ L. Haimson, "The problem of social stability in urban Russia 1912", in M. Cherniavsky, *The Structure of Russian History*, New York : Random House, 1970.

"Si nous périssons ..."

[Retour à la table des matières](#)

Mais alors les industriels craignaient une révolution démocratique comme menace à leur existence, les travailleurs ne tirèrent pas cette conclusion. Il en allait de même pour les bolcheviks qui dirigeaient le mouvement ouvrier à cette époque. Lénine changea de position après que la guerre eut éclaté. Mais ce changement était basé beaucoup plus sur une analyse de la situation internationale et de l'impérialisme que sur une dynamique interne de la Russie. Même en

1918, les dirigeants bolcheviks ne pensaient encore qu'en termes de contrôle ouvrier et soviétique et de réglementation de la production. Tout le monde pensait que les conditions socio-économiques de la Russie n'étaient pas mûres pour le socialisme, et ce, même si la révolution mondiale ouvrait d'intéressantes possibilités de transition accélérée.

Ce ne sont donc pas de rêves utopiques ou encore le prétendu volontarisme bolchevik qui expliquent l'approfondissement rapide du caractère social de la révolution, mais la détermination farouche des travailleurs et des travailleuses et de leurs dirigeants de faire ce qu'ils crurent nécessaires pour défendre la révolution. Comme Maksimov l'a exprimé :

"Mais s'ils veulent nous saisir à la gorge, nous saurons nous défendre. Si nous périssons, ce sera dans une bataille honnête, et nous ne reculerons pas devant la lutte".

David Mandel (1993)

Comités d'usine et contrôle ouvrier à Petrograd en 1917.

GLOSSAIRE

[Retour à la table des matières](#)

Bazarov - Économiste menchevik-internationaliste. Ex-bolchevik, il travailla au département économique du Soviet de Petrograd au cours de l'année 1917. Il prônait la "réglementation étatique" comme alternative à l'intervention des comités d'usine dans la gestion.

Cadets - Parti constitutionnaliste démocrate, qui vira de plus en plus à droite après la révolution de 1905 et qui devint le principal parti des classes possédantes après février 1917.

Comité central exécutif des soviets des députés des ouvriers et des soldats (abréviation russe TsIK - Tsentral'nyi ispol'nitelnyi komitet) - Organe de direction permanent élu par le premier Congrès pan-russe des soviets des députés des ouvriers et soldats en juin 1917. Il fut dominé par les socialistes modérés jusqu'au second Congrès à majorité bolchevik. La constitution révolutionnaire de janvier 1918 autorisa ce Comité à légiférer entre les sessions du Congrès des soviets.

Comités militaro-industriels - Comités formés sur l'initiative du gouvernement tsariste en 1915 afin de coordonner la mobilisation des industriels (et plus tard des ouvriers) pour augmenter l'effort de guerre. Ils deviennent le point central pour l'opposition libérale,

culminant dans la révolution de février 1917, puis défendirent le capital contre les comités d'usine.

Gouvernement de coalition - Une coalition entre libéraux et dirigeants socialistes modérés (mencheviks et socialistes-révolutionnaires) du soviet. Il fut constitué en mai 1917 pour renforcer l'autorité affaiblie auprès des ouvriers et soldats du gouvernement provisoire libéral du prince Lvov, formé après la révolution de février. Lvov resta à la tête du gouvernement jusqu'en juillet lorsque **Kerenski** prend sa place comme premier ministre. Le soviet de Petrograd sous la direction bolchevik renversa ce gouvernement de coalition dans la révolution de novembre 1917.

Groman, V. - Économiste menchevik, chef du département économique du soviet de Petrograd, qui prônait la "réglementation étatique" de l'industrie.

Journées de juillet - Manifestations d'ouvriers et de soldats armés les 3 et 4 juillet 1917 pour contraindre les dirigeants modérés du **Comité central exécutif des soviets** à prendre le pouvoir. Malgré les tentatives des bolcheviks de les contenir, ces manifestations prirent un caractère semi-insurrectionnel. **Le gouvernement de coalition**, soutenu par quelques socialistes modérés, y répondit par la répression du mouvement ouvrier et des bolcheviks, déclenchant une période de réaction qui dura plusieurs semaines jusqu'à la défaite de la tentative de coup d'État de **Kornilov**.

Kerenski, Aleksandr F. - Avocat populiste de droite qui entra au premier gouvernement provisoire en tant que ministre de la justice, puis devint ministre de la guerre et de la marine au gouvernement de coalition de mai 1917, et finalement premier ministre après les **journées de juillet**. Malgré son rôle ambigu dans l'insurrection de Kornilov, il resta premier ministre jusqu'à la révolution d'octobre.

Konovalov, A.I. - **Cadet**, industriel et banquier, ministre du commerce et de l'industrie dans le gouvernement provisoire. (Il avait financièrement soutenu les bolcheviks avant la guerre). Il démissionna du **gouvernement de coalition** fin mai 1917 pour protester contre "l'anarchie" économique, et fut remplacé par l'ingénieur **Pal'chinski**,

A nouveau ministre du commerce et de l'industrie et vice premier ministre en septembre 1917, il se rendit au soviet en novembre au nom du gouvernement provisoire.

Kornilov, Lavr G. - Jeune général devenu commandant-en-chef, dirigeant du coup d'État de droite avorté des 27-31 août 1917. Ce coup d'État fut soutenu par de nombreux **Cadets**, et au moins au début il fut bien accueilli par le premier ministre **Kerenski**. Son échec dû aux soldats et ouvriers armés, y compris des bolcheviks libérés de prison, aida à créer les conditions qui permirent aux bolcheviks d'obtenir la majorité dans les soviets et de renverser le **gouvernement de coalition**. Après sa fuite de prison, Kornilov mourut en 1918 combattant aux côtés des Blancs au cours de la guerre civile.

Larine, Yu. - Menchevik de gauche qui adhéra au parti bolchevik durant l'été 1917. Il militait dans le mouvement syndical. Fin 1917 et début 1918 il fut l'un des "camarades bolcheviks de droite" qui reculèrent devant une confrontation économique directe avec la bourgeoisie, mais après il devint l'un des fervents défenseurs du "communisme de guerre".

Lévine, V. - **Socialiste-révolutionnaire** de gauche, membre du **soviet central des comités d'usine** de Pétrograd. Il fut l'un des organisateurs de la première conférence des comités d'usine.

Lozovski, A. - Bolchevik et dirigeant syndicaliste. Il s'opposa à l'insurrection d'Octobre. Il fut plus tard chef de l'Internationale rouge des syndicats (Profintern).

Mencheviks-défensistes - Aile droite du parti menchevik social-démocrate. Les défensistes prônaient une alliance avec des éléments de la bourgeoisie comme condition nécessaire à une révolution bourgeoise démocratique et rejetèrent une rupture avec les Alliés durant la première guerre mondiale. Ils s'opposèrent à la révolution d'Octobre, affirmant que les forces socialistes en Russie étaient trop faibles et qu'une révolution mènerait à la catastrophe.

Mencheviks-internationalistes - Aile gauche du parti menchevik social-démocrate. Ils rejetèrent aussi bien les positions des **menche-**

viks-défensistes que celles des bolcheviks sur le pouvoir des soviets. Ils prônèrent un gouvernement de coalition des partis socialistes, mais refusèrent de se rallier à la coalition formée par les bolcheviks et les socialistes-révolutionnaires de gauche après novembre 1917. Leurs positions étant donc ambiguës, ils ne réussirent pas à obtenir un soutien ouvrier significatif. Leur dirigeant le plus connu fut **Yuri Martov**.

Milyoutine, V. - Membre du Comité central bolchevik et économiste. Il s'opposa à l'insurrection d'octobre et fut en faveur d'une coalition socialiste, mais devint quand même le premier commissaire du peuple à l'agriculture.

Pal'tehinskii - Ingénieur devenu ministre du commerce et de l'industrie dans le **gouvernement de coalition** après la résignation de **Konovalov** en mai 1917. Il fut un des promoteurs principaux de "*décharger*" Pétrograd (transférer les usines à la campagne). Gouverneur général de Pétrograd sous **Kerenski** au cours de la tentative de coup d'État de **Kornilov** fin août, il fut démis au bout de trois jours lorsqu'il tenta d'interdire le journal bolchevik. Plus tard, il aida à organiser la défense du Palais d'hiver contre l'insurrection d'octobre.

Putilov, Chantier naval de - Section d'une énorme usine à Pétrograd avec plus de 30.000 ouvriers. Bastion **socialiste-révolutionnaire** au début, il fut le centre des activités bolcheviks à partir du printemps de 1917, spécialement au cours des **journées de juillet** et pendant la résistance contre **Kornilov**.

Reed, John - Journaliste américain radical qui couvrit les révolutions mexicaine et russe. Son livre célèbre intitulé "*Dix jours qui ébranlèrent le monde*" est le reportage de la révolution d'octobre. Un des fondateurs du parti communiste des États-Unis, il mourut en Russie et fut enterré dans le mur du Kremlin.

Ryabouchinski, P. - Banquier et fabricant de textile. Il était célèbre en 1917 pour sa prédiction lors d'une conférence d'industriels selon laquelle "la main osseuse de la faim" étranglerait les ouvriers s'ils ne renonçaient pas à leur radicalisme.

Ryazanov, David B. - Militant syndical et socialiste. Au début associé à un groupe situé entre mencheviks et bolcheviks, et collaborateur de Trotsky à Vienne et à Paris avant la révolution, il devient un bolchevik modéré au cours de 1917, quoique opposé à l'insurrection d'octobre. Plus tard chef de l'Institut Marx-Engels, il mourut au cours des purges de Staline.

Schmidt, V. - Ouvrier bolchevik et dirigeant du syndicat des métallurgistes. Il devint commissaire du peuple au travail après la révolution d'octobre.

Skobelev - Dirigeant du groupe menchevik dans la Duma (parlement) pré-révolutionnaire, qui devient ministre du travail dans le **gouvernement de coalition** en mai 1917. Il s'opposa vivement à l'interférence des comités d'usine dans la gestion des industries.

Skrypnik, Nikolai - Bolchevik et dirigeant du mouvement des comités d'usines. Plus tard dirigeant du parti communiste ukrainien, il se suicida en 1933 n'ayant pu empêcher la purge du parti ukrainien par Staline.

Socialistes-révolutionnaires - Parti populiste à base paysanne, organisé au début du 20ème siècle comme héritier du mouvement terroriste Populiste (Narodnik) de la fin 19ème siècle. Il y eut scission formelle en septembre 1917. Les socialistes-révolutionnaires de gauche étaient proches des bolcheviks après novembre 1917, et se rallièrent au gouvernement de coalition dirigé par Lénine qui dura jusqu'en mars 1918. Les socialistes-révolutionnaires de droite participèrent parfois à la guerre civile aux côtés des Blancs.

Soukhanov, Nicolas N. - Journaliste menchevik-internationaliste. D'abord dirigeant du comité central exécutif des soviets et membre du département économique du soviet de Pétrograd, il écrivit plus tard des mémoires de la révolution en sept volumes.

Soviet central des comités d'usine - Organe de direction permanent des comités d'usine de Pétrograd, élu à la première conférence des comités d'usine en mai-juin 1917. Contrairement au comité central exécutif des soviets dominés par les modérés, le

soviet central des comités d'usine fut dès le début sous forte influence bolchevik, comme on le voit dans la victoire de la résolution bolchevik qui obtint 335 votes sur 421 à la conférence des comités d'usine qui l'avait élu. Après les journées de juillet, Lénine crut même pendant un certain temps que les comités d'usine plutôt que les soviets formeraient la base d'une insurrection ouvrière.

Sverdiov, Yakov - Président du comité central bolchevik et principal organisateur du parti. Après la révolution d'octobre il devint président du **comité central exécutif des soviets**. Il mourut durant la guerre civile.

Tchoubar', V. - Métallurgiste bolchevik et membre du soviet central des comités d'usine de Pétrograd.

"Trois baleines" - Piliers du programme bolchevik avant 1917 : république démocratique, journée de travail de 8 heures et réforme agraire.

Tsereteli, I. - Menchevik géorgien qui devint le personnage principal du **gouvernement de coalition**. Ex-député de la Duma (parlement) tsariste et orateur remarquable, il fut ministre des PTT, puis de l'intérieur, et dirigeant du comité central exécutif des soviets jusqu'en novembre 1917.

TsIK - Voir **Comité central exécutif des soviets des députés des ouvriers et soldats**.

David Mandel (1993)

Comités d'usine et contrôle ouvrier à Petrograd en 1917.

Chronologie du mouvement révolutionnaire russe

Mai-juin 1896

Grève générale du textile à Saint-Pétersbourg (renommée Petrograd au début de la première guerre mondiale), première action ouvrière coordonnée à grande échelle, qui a pour résultat une législation raccourcissant la journée de travail. C'est la première fois qu'un groupe social est capable de forcer la main à l'État autocratique par une confrontation directe.

9 janvier 1905

Dimanche sanglant. Massacre par le gouvernement de manifestants ouvriers pacifiques remettant au tsar une pétition demandant des réformes économiques et démocratiques. Des ouvriers réagissent partout dans le pays par une vague massive de grèves qui déclenche la Révolution de 1905, au cours de laquelle les premiers soviets font leur apparition.

Novembre 1905

Les ouvriers de Petrograd commencent une grève pour l'introduction immédiate de la journée de huit heures. l'État et le capital coopèrent à un lock-out de plus de 100.000 ouvriers. C'est le début de la défaite de la révolution, aidée par l'arrivée de troupes loyales d'Ex-

trême-Orient après la fin de la guerre avec le Japon et par le début d'une dépression économique grave.

Avril 1912

Massacre d'ouvriers en grève sur les champs aurifères de la Lena en Sibérie, coïncidant avec la fin de la dépression. Les ouvriers de toute la Russie, et spécialement à Saint-Pétersbourg, répondent par une vague de grèves massives, dans laquelle les revendications politiques et économiques sont inextricablement mêlées.

1912 - Août 1914

Montée ouvrière importante, suivant la période de réaction de 1907-1911, dirigée aussi bien contre l'État tsariste que contre le capital. Les bolcheviks deviennent la force politique dominante dans le mouvement ouvrier. A la veille de la guerre, Saint-Pétersbourg est le théâtre de batailles rangées, avec barricades, entre la police et les ouvriers. Beaucoup d'observateurs trouvent que l'atmosphère rappelle 1905, mais la polarisation entre ouvriers et bourgeoisie est alors beaucoup plus intense.

Août 1914

Début de la guerre. Au début, montée du patriotisme dans la société (beaucoup moins parmi les travailleurs de l'industrie). La mobilisation et la répression sévère mettent fin au mouvement révolutionnaire.

Août 1915 - Février 1917

Croissance continue du mouvement de grève de plus en plus politisé, stimulé par la détérioration des conditions économiques due à une guerre jugée comme impérialiste, ainsi que par une sévère répression politique et dans les usines.

Février 1917

Le mouvement de grève culmine en une grève générale spontanée des ouvriers de Petrograd, à laquelle se rallie la garnison. A partir de

là, la révolution s'étend rapidement à tout le pays, pratiquement sans effusion de sang. Officiellement, le pouvoir est aux mains d'un gouvernement provisoire constitué de politiciens libéraux, représentant les classes possédantes, qui se sont ralliés la révolution à contre-cœur une fois après sa victoire. Mais le programme officiel du gouvernement est dicté par le soviet de Petrograd, assemblée élue de délégués des ouvriers et des soldats. Les dirigeants socialistes modérés du soviet sont chargés par le soviet de "contrôler" le gouvernement bourgeois. Le pouvoir réel est aux mains du soviet, qui seul a la confiance des soldats. Le programme du soviet propose immédiatement une paix démocratique, la distribution des terres à la paysannerie, la journée de huit heures et une république démocratique.

Journées d'avril

La publication d'une note gouvernementale secrète adressée aux Alliés et promettant que la Russie respecterait tous les traités (impérialistes) et continuerait la guerre jusqu'à la victoire déclenche des manifestations à Petrograd pour et contre le gouvernement, causant les premiers affrontements armés de la révolution. Pour soutenir le gouvernement, les dirigeants socialistes modérés du soviet forment un gouvernement de coalition avec les libéraux. Les ouvriers les appuient au début, pensant que cela rendrait plus efficace le contrôle des soviets sur les libéraux. Mais ils se rendent rapidement compte que les socialistes modérés sont prisonniers des libéraux hostiles au programme du soviet, et les ouvriers commencent à demander le transfert direct du pouvoir aux soviets. En même temps, l'effondrement économique s'aggrave en face de l'inactivité et du sabotage du gouvernement et des patrons, donnant naissance au mouvement pour le contrôle ouvrier. Au début juin, les bolcheviks sont majoritaires dans la section ouvrière du soviet de Petrograd.

Journées de juillet

Les 3 et 4 juillet, des ouvriers et des soldats manifestent pour inciter les dirigeants modérés du comité central exécutif des soviets à prendre le pouvoir. Le gouvernement, appuyé par quelques socialistes modérés, répond par la répression contre le mouvement ouvrier et les bolcheviks. La réaction s'installe pour plusieurs semaines.

27-31 août

Insurrection de Kornilov. Le général Kornilov, appuyé par les libéraux, marche sur Petrograd et tente d'écraser les soviets et autres organisations ouvrières. Mais ses troupes s'évanouissent en cours de route, au fur et à mesure que les ouvriers de Petrograd se mobilisent pour défendre la révolution.

Septembre

De nouvelles élections au soviets donnent la majorité aux bolcheviks chez les représentants des ouvriers et des soldats de presque tous les centres industriels. Les bolcheviks sont le seul parti revendiquant le pouvoir pour les soviets. Les paysans s'emparent de la terre, sans attendre une réforme agraire constamment retardée par le gouvernement de coalition, et les soldats commencent à désertir en masse le front.

25 octobre

Prise du pouvoir par le soviet de Petrograd. Le lendemain, le Congrès pan-russe des soviets des députés ouvriers et paysans, approuvant l'insurrection, prend le pouvoir et adopte des décrets sur la terre, la paix et le contrôle ouvrier. Les négociations entre les bolcheviks et les socialistes modérés pour la formation d'un gouvernement socialiste de coalition échouent, les modérés rejetant le principe du pouvoir soviétique, c'est-à-dire d'un gouvernement sans représentants de la "bourgeoisie progressiste". Seuls les socialistes-révolutionnaires de gauche, un parti essentiellement paysan proche des bolcheviks, acceptent de se joindre à une coalition.

12-14 novembre

Après trois ajournements par le gouvernement provisoire, le gouvernement des soviets organise des élections pour l'assemblée constituante. Les bolcheviks obtiennent 23,6% des voix de l'ensemble et une majorité écrasante parmi les ouvriers. Les socialistes-révolutionnaires populistes sont le parti le plus fort avec 40,9% des suffrages. (Les

mencheviks en obtiennent 3%, les libéraux et partis de droite 8,4% et les partis nationaux et les musulmans 20,1%.) Mais une partie importante des voix vont en réalité aux socialistes-révolutionnaires de gauche, qui n'avaient pas été en mesure de présenter leurs propres candidats, la scission officielle avec les socialistes-révolutionnaires de droite n'ayant lieu qu'en septembre.

5 janvier 1918

Dissolution de l'assemblée constituante lorsqu'il devient évident que la majorité modérée issue des élections rejeterait le pouvoir des soviets et opérerait à nouveau pour un gouvernement de coalition avec les libéraux.

Mai 1918

Le nombre d'ouvriers industriels à Petrograd tombe à 143.000 au lieu de 406.000 au début de 1917 et 340.000 au début de 1918 alors que la situation économique s'aggrave. En septembre 1919, seulement 120.000 ouvriers d'usine sont encore employés à Petrograd. La faim devient chronique dans les villes.

Mai 1918

Une insurrection de troupes tchèques en transit à travers la Russie marque le début de l'intervention étrangère. La guerre civile continue jusqu'à la fin de 1920 et rend impossible toute tentative sérieuse de mettre fin à la crise économique.

David Mandel (1993)

Comités d'usine et contrôle ouvrier à Petrograd en 1917.

Suggestions de lecture

[Retour à la table des matières](#)

Les sources utilisées par David Mandel sont, pour l'essentiel, des documents en langue russe. Pour les lecteurs des *CER*, nous publions ci-dessous une brève bibliographie surtout de langues anglaise et française. Aux ouvrages qui portent sur les événements de 1917, traités dans l'étude de D. Mandel, nous en avons ajouté un certain nombre d'autres qui concerne, de façon plus générale, la question du contrôle ouvrier.

Avrich, Paul ed. : *Les anarchistes russes*, Maspero : Paris 1979.

Bermeo, Nancy Gina : *The Revolution within the Revolution. Workers' Control in Rural Portugal*, Princeton University Press : Princeton 1986.

Bettelheim, Charles : *La transition vers l'économie socialiste*, Maspero : Paris 1977.

_____ : *Les luttes de classes en URSS. Première période, 1917-1923*. Maspero/Seuil : Paris, 1974.

Brinton, Maurice : *The Bolsheviks and Workers' Control, 1917-1921. The State and Counter-Revolution*, Solidarity : London 1970.

Carr, E.H. : *La révolution bolchevique. 2. L'ordre économique*, Éditions de Minuit : Paris 1974.

Dumas, A. : *L'autogestion : un système économique ?* Dunod : Paris 1981.

Farber, Samuel : *Before Stalinism*, Polity Press : New York 1990.

Ferro, Marc : *La révolution russe de 1917*, Flammarion : Paris 1967.

Iturraspe, Francisco ed. : *Participación, Cogestión y Autogestión en América Latina*, Editorial Nueva Sociedad, Caracas 1986.

Kaiser, Daniel ed. : *The Workers' Revolution in Russia 1917. The View from Below*, Cambridge University Press : New York 1983.

Koenker, Diane : *Moscow Workers and the 1917 Revolution*, Princeton University Press : Princeton 1981.

LeBlanc, Paul : *Workers and Revolution. A Comparative Study of Bolshevik Russia and Sandinista Nicaragua*, Ph.D. dissertation, University of Pittsburgh, 1989.

Leblanc, Paul & Norman Geras : *Marxisme et parti. Lénine, Trotsky, Rosa Luxemburg* (CER 14, 1989).

Lénine, V.L : "L'État et la révolution" (août 1917), in *Oeuvres*, tome 25, Éd. sociales : Paris 1976.

_____ : "Les tâches immédiates du pouvoir des soviets" (avril 1918), in *Oeuvres*, tome 27.

Lepage, H. : *Autogestion et capitalisme*, Masson : Paris, 1978.

Liebman, Marcel : *Le léninisme sous Lénine*, Seuil : Paris 1973.

Mandel, David : *The Petrograd Workers and the Fall of the Old Regime*, Macmillan : Londres 1983.

Mandel, David : *The Petrograd Workers and the Soviet Seizure of Power* Macmillan : Londres 1984.

Octobre 1917 : Coup d'État ou révolution sociale (CER 17/18, 1992).

Mandel, Ernest ed. : *Contrôle ouvrier, conseils ouvriers, autogestion, anthologie*, Maspero (Livres rouges) : Paris 1970.

Pannekoek, Anton : *Les conseils ouvriers - I - La tâche, la Lutte, la Pensée*, Spartacus : Paris 1982.

Reed, John : *Dix jours qui ébranlèrent le monde*, Éd. sociales : Paris 1957.

Samary, Catherine : *Plan, marché et démocratie* (CER 7/8, 1988).

Serge, Victor : *L'an I de la révolution russe*, Éd. de Delphes : Paris 1965.

Smith, Steven : *Red Petrograd. Revolution in the Factories*, Cambridge University Press : Cambridge 1983.

Soukhanov, Nicolas N. : *La révolution russe 1917*, Stock : Paris 1975.

Suny, Ronald : "Toward a social history of the October Revolution", *American Journal of History*, tome 88, no 1, 1983, 31-52.

Trotsky, Léon : *Bilan et perspectives*, Éditions de Minuit : Paris 1962.

_____ : *Histoire de la révolution russe*, Seuil : Paris 1950.

Fin du texte